



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraits de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, poste 242 ou par courriel à janglois-caisse@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion :

<https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-28

Type : Ordinaire

Date : 27 novembre 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Délégation

11.1 Pénurie de places en garderie

Sylvie Millette, Directrice – Département des Services sociaux
Comtés unis de Prescott et Russell

18h00 : Délégation

11.2 Comités de loisirs

Pierre Thibault, Gestionnaire des services récréatifs et des loisirs
Municipalité de Casselman

Ordre du jour

- 1. Ouverture de l'assemblée**
- 2. Modifications et additions à l'ordre du jour**
- 3. Adoption de l'ordre du jour**

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Session Huis clos

5.1 Nicholas Pigeon, Directeur par intérim de l'eau et eaux usées

5.1.1 Rapport WS-10-2023 – Négociations avec une corporation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

5.2 Josée Brizard, DG-Greffière

5.2.1 Rapport verbal – conflit avec un résident

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

(b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

(e) les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local;

(f) les conseils qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat, y compris les communications nécessaires à cette fin;

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 13 novembre 2023

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Jeanne Leroux, Directrice Générale, Bibliothèque municipale de La Nation

8.1.1 Plan stratégique du Conseil d'administration de la Bibliothèque municipale de La Nation

8.2 Nadia Knebel, Trésorière

8.2.1 Rapport F-25-2023 – Taxes à recevoir

8.2.2 Report F-26-2023 – Emprunt temporaire et long-terme SPS11

8.3 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

8.3.1 Rapport RE-21-2023 – Murale aéronautique au Centre récréatif de St-Isidore

8.3.2 Rapport RE-22-2023 – Réunions des groupes communautaires

8.4 Josée Brizard, DG-Greffière

8.4.1 Accord de répartition des coûts – Programmes et services - bassin versant

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

11.1 Pénurie de places en garderie

Sylvie Millette, Directrice – Département des Services sociaux
Comtés unis de Prescott et Russell

11.2 Comités de loisirs

Pierre Thibault, Gestionnaire des services récréatifs et des loisirs
Municipalité de Casselman

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 114-2023 – Contrôle de partie de lot, Lot 18, 250 et 252 rue Cypress

12.2 Règlement 115-2023 – Contrôle de partie de lot, Lot 45, 62 et 64 rue Horizon

12.3 Règlement 116-2023 – Emprunt temporaire et à long-terme SPS11

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Demande de permission – Groupe Communautaire St-Albert
Parade de Noël

14.2 Demande de don – Association du hockey mineur de St-Isidore
Activités pour l'année

14.3 Demande de don – École élémentaire Catholique St-Viateur
Activités pour l'année

15. Rapports mensuels divers

15.1 BSEO – Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Canton de Bonfield – Résolution au sujet du Projet de loi 21, Loi de 2022
modifiant la Loi sur le redressement des soins de longue durée (Jusqu'à ce que
la mort nous sépare)

- 16.3** Canton de Bonfield – Résolution au sujet de des caméras sur les bras d'arrêt des autobus scolaires
- 16.4** Canton de Bonfield – Résolution au sujet de la pénurie de places en garderie en Ontario
- 16.5** Canton de Bonfield – Résolution au sujet des crédits d'impôts pour les pompiers
- 16.6** Canton de Bonfield - Résolution concernant l'inclusion des fabricants de cigarettes dans le champ d'application des règlements et programmes relatifs à la responsabilité des producteurs
- 16.7** Ministère du Solliciteur général – Lettre au sujet de la proposition de Commission de services policiers pour le détachement du Comté de Russell

17. Événements à venir

- 17.1** - 2 décembre 2023 – Parade de Noël de Limoges
- 17.2** - 2 décembre 2023 – Bazar de Noël – Centre communautaire de Limoges
- 17.3** – 4 décembre 2023 – Réunion de Conseil ordinaire
- 17.4** – 5 décembre 2023 – 18h30 à 21h00
Session d'information du ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport au sujet des subventions
Pour les partenaires récréatifs et associations communautaires à but non lucratif
Présenté en anglais
Au centre communautaire de Crysler
- 17.5** – 9 décembre – Marché de Noël de Riceville – Centre communautaire de St-Bernardin
- 17.6** – 9 décembre 2023 – Parade de Noël de St-Isidore
- 17.7** – 10 décembre 2023 – Parade de Noël de St-Albert
- 17.8** – 11 décembre 2023 – Réunion de Conseil ordinaire
- 17.9** – 14 décembre 2023 – 18h30 à 9h00
Session d'information du ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport au sujet des subventions
Pour les partenaires récréatifs et associations communautaires à but non lucratif
Présenté en français
Au Complexe Sportif de La Nation à Limoges
- 17.10** – 26 décembre 2023 – Portes ouvertes à l'Église St-Bernard à Fournier

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

19. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-27

Type : Ordinaire

Date : 13 novembre 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Délégation

11.1 Marcel Laviolette, Ferme avicole Laviolette – Poules urbaines

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, Maire, oui

Conseiller quartier 1, Tim Stewart, oui

Conseiller quartier 2, Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3, Danik Forgues, oui, arrivé à 16h43

Conseiller quartier 4, Raymond Lalande, oui

Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6, Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, Directrice générale – Greffière

Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Daniel R. Desforges, Gérant de l'infrastructure environnementale
Nadia Knebel, Trésorière
Carol Ann Scott, Directrice des loisirs
Justin Lafrance, Directeur adjoint des loisirs
Amélie Deschamps, Coordinatrice de la communication et du marketing

Présence d'invités

Marcel Laviolette, Ferme avicole Laviolette

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 435-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Addition:

14.8 Demande de don – Comité de revitalisation du Parc Jean-Paul Charlebois
Journée Champêtre

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 436-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil extraordinaire tenue le 26 octobre 2023

6.2 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 30 octobre 2023

Résolution : 437-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que les procès-verbaux des assemblées suivantes soient adoptés tels que présentés :

- Réunion de Conseil extraordinaire tenue le 26 octobre 2023
- Réunion de Conseil ordinaire tenue le 30 octobre 2023

Adoptée

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7.1 Termes de référence, ordres du jour et procès-verbaux – Comité de revitalisation du parc Jean-Paul Charlebois

Aucune action.

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Nadia Knebel, Trésorière

8.1.1 Politique sur les Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Résolution : 438-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la Politique #F-2023-01 sur les Obligations liées à la mise hors services d'immobilisations telle que présentée à sa réunion du 13 novembre 2023 par la Trésorière.

Adoptée

8.2 Amélie Deschamps, Coordonnatrice de la communication et du marketing

8.2.1 Procédures du Comité de rédaction de subventions

Résolution : 439-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la Procédure du Comité de rédaction de subventions telle qu'amendée à sa réunion du 13 novembre 2023 par la coordonnatrice de la communication et du marketing.

Adoptée

8.3 Daniel R. Desforges, CEMC

8.3.1 Rapport EM-01-2023 – Proposition d'application pour la Subvention pour les projets communautaires de protection civile – Génératrice pour l'Arena de St. Isidore

Résolution : 440-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 13 novembre 2023 dans le rapport EM-01-2023.

Adoptée

8.4 Éric Leroux, Surintendant du drainage

8.4.1 Rapports drainage – octobre 2023

Résolution : 441-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport 2023-1004 pour le mois d'octobre 2023, de Éric Leroux, le Surintendant du drainage.

Adoptée

8.4.2 Rapport Drainage 04-2023 – Mise à jour – évaluation au drain municipal Poirier

Résolution : 442-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 13 novembre 2023 dans le rapport Drainage 04-2023.

Adoptée

8.5 Josée Brizard, DG-Greffière

8.5.1 Rapport CL-03-2023 – Dates de réunions de Conseil proposées pour 2024

Résolution : 443-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 13 novembre 2023, par la DG-Greffière dans son rapport CL-03-2023.

Adoptée

9. Avis de motions proposées

- 9.1** Catherine Fife, MPP Waterloo – demande de soutien pour le Projet de loi 21 - Loi de 2022 modifiant la Loi sur le redressement des soins de longue durée (Jusqu'à ce que la mort nous sépare)

Résolution : 444-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil de la Municipalité de La Nation appui la demande de soutien de Catherine Fife, MPP Waterloo modifiant la Loi de 2022 sur le redressement des soins de longue durée (Jusqu'à ce que la mort nous sépare).

Adoptée

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

11.1 Marcel Laviolette, Ferme avicole Laviolette – Poules urbaines

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 112-2023 – Contrôle de partie de lot, 234, 236, 238, 240 rue Cypress, Limoges, Ontario

Résolution : 445-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le règlement no. 112-2023 tel que décrit à l'ordre du jour le 13 novembre 2023 soit lu et adopté en première, deuxième et troisième lecture.

- Règlement 112-2023 – Contrôle de partie de lot, 234, 236, 238 et 240 rue Cypress, Limoges.

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 446-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le conseil approuve les comptes payables jusqu'au 30 novembre 2023.

Pièce justificative 21 : **428 594,68\$**

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande de don – Club d'activités familiales de St-Bernardin
Noël des enfants

Résolution : 447-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 600,00 \$ au Club d'activités familiales de St-Bernardin, 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 1 et 100,00 \$ provenant du compte de don du quartier 4.

Adoptée

14.2 Demande de don – L'Amicale de l'église St-Bernard de Fournier
Activités pour l'année

Résolution : 448-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 200,00 \$ à L'amicale de l'église St-Bernard, provenant du compte du don du quartier 1.

Adoptée

14.3 Demande de don – Comité de la Guignolée de Limoges
Paniers de Noël

Résolution : 449-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 100,00 \$ au Comité de la Guignolée de Limoges, 100,00 \$ provenant du compte de don du quartier 4, 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 5 et 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 6.

Adoptée

14.4 Demande de don – TMJ Construction
Levée de fonds pour des cadeaux de Noël pour CHEO

Résolution : 450-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 300,00 \$ à TMJ Construction pour leur campagne de financement de Noël pour CHEO, 200,00 \$ provenant du compte du quartier 4 et 100,00 \$ provenant du compte de don du quartier 6.

Adoptée

14.5 Demande de don – Club de motoneige de l’Est de l’Ontario
Détournement de sentier

Résolution : 451-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Danik Forgues

Qu’il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 961,75 \$ au Club de motoneige de l’Est de l’Ontario, 91,93 \$ provenant du compte de don du Maire, 269,82 \$ provenant du compte de don des CUPR, 100,00 \$ provenant du compte de don du quartier 4, 100,00 \$ provenant du compte de don du quartier 5 et 400,00 \$ provenant du compte de don du quartier 6.

Adoptée

14.6 Demande de permission – Association des pompiers de Limoges – Parade de Noël

Résolution : 453-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu’il soit résolu que le Conseil approuve la demande de l’Association des pompiers de Limoges leur permettant d’organiser une parade de Noël le 2 décembre 2023 entre 18h30 et 19h30, approximativement.

Qu’il soit également résolu que le Conseil approuve que l’itinéraire de la parade soit le suivant : Départ à rue Savage, rue Bourdeau, tourner à droite sur la rue Ottawa pour se terminer au restaurant Bunkey.

Qu’il soit également résolu que le service d’incendie de La Nation participe afin d’assurer la sécurité et le contrôle de la circulation

Qu’il soit également résolu que La Municipalité de la Nation soit autorisée à présenter un char allégorique à cette dite parade.

Adoptée

14.7 Demande de permission – Pour que La Nation présente une flotte à la parade de Noël de St. Isidore

Résolution : 454-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu’il soit résolu que la Municipalité de La Nation soit autorisée à présenter un char allégorique à la parade de Noël qui aura lieu à St. Isidore le 9 décembre 2023.

Adoptée

14.8 Demande de don – Comité de revitalisation du Parc Jean-Paul Charlebois
Journée Champêtre

Résolution : 452-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 500,00 \$ au Comité de revitalisation du parc Jean-Paul Charlebois provenant du compte de don du quartier 1.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

15.1 BSEO – Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Ville de Plympton-Wyoming – Appel pour un changement à la Loi de 2006 sur la législation

16.3 Ville de Rainy River – Pétition à la province de l'Ontario pour élargir les possibilités de formation au traitement de l'eau pour les communautés de l'Ontario

16.4 Municipalité de North Perth – Résolution au sujet de la Justice « catch and release » en Ontario

16.5 Municipalité de North Perth – Résolution au sujet de la Révision de la prospérité sociale et économique de AMO

16.6 Municipalité de North Perth – Résolution au sujet de la Loi sur les foyers de soins de longue durée (Jusqu'à ce que la mort nous sépare)

Résolution : 455-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 13 novembre 2023 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 - 17 novembre 2023 – Fête de Noël des employés

Les établissements Municipaux fermeront à midi excepté pour les réservations existantes

17.2 - 26 novembre 2023 – Portes ouvertes à l'église St-Bernard à Fournier

17.3 - 27 novembre 2023 – Réunion de conseil ordinaire

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 456-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement no. 113-2023, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 13 novembre 2023, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution : 457-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **18h09**.

Adoptée

PLAN STRATÉGIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE LA NATION 2024-2027



Où le développement des affaires est notre priorité!

La Bibliothèque publique de La Nation est heureuse de présenter son nouveau plan stratégique, qui on espère aidera et guidera le Conseil d'administration et le personnel de la bibliothèque pour les quatre prochaines années. La bibliothèque La Nation (avec ses trois succursales), est un lieu de rencontre communautaire privilégié. Les gens qui la fréquentent peuvent venir lire, emprunter des documents, assister à des programmes divers, utiliser le Wi-Fi et les ordinateurs publics et avoir accès à l'internet. Ce sont des centres sûrs et accueillants pour les enfants, adolescents, les adultes et les aînés.

NOTRE MISSION

Apprendre, découvrir, s'informer, s'amuser et offrir un environnement sécuritaire, tout en favorisant l'amour de la lecture et l'apprentissage continu par l'entremise d'activités et de programmes diversifiés.

NOTRE VISION

La Bibliothèque présente pour enrichir et faire découvrir notre communauté

NOS VALEURS

La Bibliothèque publique de la municipalité de La Nation appuie les valeurs suivantes pour assurer un service de bibliothèque publique équitable.

Le partage et les découvertes: Nous croyons aux partenariats efficaces avec la communauté.

Littératie et apprentissage continu: Nous croyons à l'importance d'une communauté bien informée et alphabétisée.

Créativité et innovation: Nous encourageons et favorisons l'innovation et la créativité afin de créer une culture ouverte aux changements.

Liberté intellectuelle: Nous encourageons le libre échange d'expression et d'idées.

Histoire locale enrichissante: Nous nous efforçons de préserver, d'exposer et de faire connaître la culture locale.

Objectifs stratégiques 2024-2027

- Créer des liens solides avec la communauté
- Perfectionner les ressources et le service de qualité
- Inclusivité, apprentissage continu et bien-être.

Créer des liens solides avec la communauté: La Bibliothèque est un lieu/milieu culturel communautaire qui encourage et favorise un amour de la lecture pour la vie. Elle est innovante et contribue à la croissance de sa communauté en favorisant l'épanouissement professionnel et personnel.

Buts :

- A) Offrir un environnement moderne, confortable, créatif et accueillant où les familles et les membres de la communauté peuvent participer ensemble aux activités.
- B) Établir des relations plus approfondies avec les écoles afin de soutenir et stimuler l'éducation des étudiants à travers des activités parallèles.
- C) Mettre en valeur les talents locaux, la culture et l'héritage dans le cadre d'activités de la Bibliothèque pendant toute l'année.
- D) Faire connaître les activités et les services de la Bibliothèque aux membres de la communauté par les médias sociaux et le site de la municipalité La Nation.
- E) S'associer, créer et maintenir des liens avec des organismes communautaires et participer à des événements publics.

Perfectionner les ressources et le service de qualité : Des programmes sont offerts aux familles et à la communauté.

Buts :

- A) S'assurer d'offrir des services qui reflètent les besoins actuels de la communauté.
- B) Offrir des services et des ressources dans les deux langues officielles et qui sont accessibles à tous les usagers.
- C) Présenter un large éventail de programmes culturels accentués sur l'amour de la lecture tout en ayant un aspect social, technologique et éducatif pour tous les groupes d'âge.
- D) Pourvoir des programmes et services à la fine pointe de la technologie.

Inclusivité, apprentissage continu et bien-être:

La Bibliothèque offre des installations accueillantes et accessibles, ainsi que des ressources et services qui favorisent l'apprentissage continu.

Buts :

- A) Offrir un espace confortable qui cultive un sens d'appartenance pour les usagers et le personnel de la Bibliothèque.
- B) Créer des opportunités afin que les clients puissent expérimenter de nouvelles technologies.
- C) Encourager la formation informatique des aînés et le développement individuel ainsi que l'apprentissage en groupe.



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : F-25-2023

Sujet : Impôts fonciers à recevoir

Préparé par : Nadia Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale/Greffière

Date: le 27 novembre 2023

INTRODUCTION:

À titre d'information seulement, un sommaire des taxes à recevoir versus la même période l'an passé est présenté ci-dessous :

ANNÉE / YEAR	DESCRIPTION	SOLDE, AU 17 NOV 2022 / BALANCE, AT NOV 17, 2022	SOLDE, AU 17 NOV 2023 / BALANCE, AT NOV 17, 2023	ÉCART / DIFFERENCE
	Credit	-\$ 105,783.58	-\$ 164,511.05	-\$ 58,727.47
Courant / Current	Impôts fonciers / Taxes	\$ 2,477,120.12	\$ 3,094,757.05	\$ 617,636.93
	Intérêts / Interest	\$ 45,716.09	\$ 61,520.65	\$ 15,804.56
Année précédente / Previous year	Impôts fonciers / Taxes	\$ 437,206.74	\$ 514,418.93	\$ 77,212.19
	Intérêts / Interest	\$ 56,241.02	\$ 63,893.96	\$ 7,652.94
Deux ans / Two years	Impôts fonciers / Taxes	\$ 241,058.14	\$ 232,400.69	-\$ 8,657.45
	Intérêts / Interest	\$ 52,385.95	\$ 44,907.86	-\$ 7,478.09
Trois ans et + / Three + years	Impôts fonciers / Taxes	\$ 238,901.71	\$ 215,229.56	-\$ 23,672.15
	Intérêts / Interest	\$ 107,272.93	\$ 92,046.94	-\$ 15,225.99
Total		\$ 3,550,119.12	\$ 4,154,664.59	\$ 604,545.47

Les taxes à recevoir sont plus élevés que l'an passé. Quoiqu'aucune raison spécifique ne puisse être identifiée, la hausse est fort probablement dû au fait que l'évaluation totale a vu une hausse de 1,2 millions versus l'an passée. Les circonstances économiques jouent probablement aussi un petit rôle dans la hausse.

RECOMMANDATION :

Il est recommandé que le conseil accepte le rapport présenté.

Nadia Knebel, CPA
Trésorière



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : F-26-2023

Sujet : Emprunt temporaire SPS 11

Préparé par : Nadia Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale/Greffière

Date: le 27 novembre 2023

CONTEXTE:

Suite à la décision du conseil d'aller de l'avant avec la construction de la SPS11 afin de fournir une station de pompage aux nouveaux développements, un emprunt temporaire doit être obtenu afin de financer les travaux.

OPTIONS:

Un emprunt temporaire peut être obtenu de Desjardins ou Infrastructure Ontario (IO). Les taux d'intérêts approximatifs en date du 16 novembre sont :

Desjardins – 7,2 %

Infrastructure Ontario – 5,63 %

Compte tenu qu'on parle ici d'un emprunt temporaire, il est recommandé de choisir l'option avec le taux le plus bas afin de payer le moins d'intérêts possible pendant la période de construction.

MISE À JOUR DU PRA:

Selon O. Reg 403/02, une mise à jour du calcul du PRA doit être présentée au conseil lorsqu'un nouvel emprunt est considéré par la municipalité. Le calcul à jour se trouve à l'annexe A.

PIÈCES JOINTES:

Annexe A – Mise à jour du calcul du PRA

Annexe B - Règlement pour l'emprunt

RECOMMANDATION :

Il est recommandé que le conseil accepte d'aller de l'avant avec un emprunt temporaire avec Infrastructure Ontario.

Il est aussi recommandé que le conseil accepte le calcul mis à jour du PRA tel que présenté dans l'annexe A du présent rapport.

Nadia Knebel, CPA
Trésorière

ANNEXE A

Municipalité de la Nation

Plafond de remboursement annuel (PRA)

Au 27 novembre 2023

PRA estimé, selon la confirmation de MMAH 3,492,783

Moins: Paiements de capital et intérêts sur les nouveaux emprunts de 2023:

Emprunt pour le conduit d'eau Limoges-Cheney	1,003,625	
Emprunt pour la mise à niveau de la lagune	807,901	
Emprunt pour le Complexe sportif	601,619	2,413,145

PRA restant, novembre 2023 1,079,638

FOR ILLUSTRATIVE PURPOSES ONLY:

Total loan room (est at 6%, 20 yrs)	<u>12,383,365</u>
Total loan room (est at 6%, 15 yrs)	<u>10,485,715</u>
Total loan room (est at 6%, 10 yrs)	<u>7,946,231</u>
Total loan room (est at 6%, 5 yrs)	<u>4,547,829</u>

Emprunt proposé - SPS11

Année de construction = emprunt progressif de construction estimé @ 5.63%, intérêts payables seulement		730,000	25 years
Emprunt à long-terme à être obtenu en 2025, paiements de capital & intérêts	<u>674,535</u>	8,039,000	25 years

PRA restant, novembre 2023 405,103

Emprunts toujours à obtenir en 2023, tel que budgété

Ponceaux Ch Indian Creek	51,210	730,000	25 years
Pont Touchette (est des hausse de coûts)	105,226	156,436	1,500,000 25 years

PRA restant après tous les emprunt proposés de 2023 248,667

POUR FINS D'ILLUSTRATION SEULEMENT:

Valeur de l'emprunt (est à 6%, 20 ans)	<u>2,852,190</u>
Valeur de l'emprunt (est at 6%, 15 ans)	<u>2,415,115</u>
Valeur de l'emprunt (est at 6%, 10 ans)	<u>1,830,210</u>
Valeur de l'emprunt (est at 6%, 5 ans)	<u>1,047,475</u>

ANNEXE B

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NUMBER 116-2023

A BY-LAW TO AUTHORIZE CERTAIN NEW CAPITAL WORK(S) OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY (THE “MUNICIPALITY”); TO AUTHORIZE THE SUBMISSION OF AN APPLICATION TO ONTARIO INFRASTRUCTURE AND LANDS CORPORATION (“OILC”) FOR FINANCING OF SUCH CAPITAL WORK(S); TO AUTHORIZE TEMPORARY BORROWING FROM OILC TO MEET EXPENDITURES IN CONNECTION WITH SUCH CAPITAL WORK(S); AND TO AUTHORIZE LONG-TERM BORROWING FOR SUCH CAPITAL WORK(S) THROUGH THE ISSUE OF DEBENTURES TO OILC

WHEREAS the *Municipal Act, 2001* (Ontario), as amended, (the “**Act**”) provides that a municipal power shall be exercised by by-law unless the municipality is specifically authorized to do otherwise;

AND WHEREAS it is now deemed to be expedient to authorize for the purposes of the Municipality the new capital work(s) described in column (2) of Schedule “A” (the “**Capital Work(s)**”) attached hereto and forming part of this By-law (“**Schedule “A”**”) in the amount of the respective estimated expenditure set out in column (3) of Schedule “A”, subject in each case to approval by OILC of the financing for such Capital Work(s) that will be requested by the Municipality in the Application as hereinafter defined;

AND WHEREAS in accordance with section 4 of Ontario Regulation 403/02 (the “**Regulation**”), the Council of the Municipality had its Treasurer calculate an updated limit in respect of its most recent annual debt and financial obligation limit received from the Ministry of Municipal Affairs and Housing (as so updated, the “**Updated Limit**”), and, on the basis of the authorized estimated expenditure for the Capital Work or each Capital Work, as the case may be, as set out in column (3) of Schedule “A” (the “**Authorized Expenditure**” for any such Capital Work), the Treasurer calculated the estimated annual amount payable in respect of the Capital Work or each Capital Work, as the case may be, (collectively the “**Estimated Annual Amount Payable**”) and determined that the Estimated Annual Amount Payable does not cause the Municipality to exceed the Updated Limit, and accordingly the approval of the Ontario Land Tribunal pursuant to the Regulation, is not required before any such Capital Work is authorized by the Council of the Municipality;

AND WHEREAS subsection 405(1) of the Act provides, amongst other things, that a municipality may authorize temporary borrowing to meet expenditures made in connection with a work to be financed in whole or in part by the issue of debentures if,

the municipality is an upper-tier municipality, a lower-tier municipality in a county or a single-tier municipality and it has approved the issue of debentures for the work;

AND WHEREAS subsection 401(1) of the Act provides that a municipality may incur a debt for municipal purposes, whether by borrowing money or in any other way, and may issue debentures and prescribed financial instruments and enter prescribed financial agreements for or in relation to the debt;

AND WHEREAS the Act also provides that a municipality shall authorize long-term borrowing by the issue of debentures or through another municipality under section 403 or 404 of the Act;

AND WHEREAS OILC has invited Ontario municipalities desirous of obtaining temporary and long-term debt financing in order to meet capital expenditures incurred on or after the year that is five years prior to the year of an application in connection with eligible capital works to make application to OILC for such financing by completing and submitting an application in the form provided by OILC;

AND WHEREAS the Municipality has completed and submitted or is in the process of submitting an application to OILC, as the case may be, (the "**Application**") to request financing for the Capital Work(s) by way of long-term borrowing through the issue of debentures to OILC and by way of temporary borrowing from OILC pending the issue of such debentures;

AND WHEREAS OILC has accepted and has approved or will notify the Municipality only if it accepts and approves the Application, as the case may be;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1. The Council of the Municipality hereby confirms, ratifies and approves the execution by the Treasurer of the Application and the submission by such authorized official of the Application, duly executed by such authorized official, to OILC for the financing of the Capital Work(s) in the maximum aggregate principal amount of \$10,740,356 substantially in the form of Schedule "B" hereto and forming part of this By-law, with such changes thereon as such authorized official may hereafter approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.
2.
 - (a) The undertaking of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, in the amount of the respective estimated Authorized Expenditure set out in column (3) of Schedule "A" is hereby approved and authorized;
 - (b) any one or more of the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to conclude contracts on behalf of the Municipality for the undertaking of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, in accordance with the Municipality's usual protocol;
 - (c) where applicable, the Engineer of the Municipality will forthwith make such plans, profiles and specifications and furnish such information as in the

opinion of the Engineer are necessary for the undertaking of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be; and

- (d) where applicable, the undertaking of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, shall be carried on and executed under the superintendence and according to the direction and orders of such Engineer.
3. The Mayor and the Treasurer are hereby authorized to negotiate and enter into, execute and deliver for and on behalf of the Municipality a financing agreement (a "**Financing Agreement**") with OILC that provides for temporary and long-term borrowing from OILC under the authority of this By-law in respect of the Capital Work(s) on such terms and conditions as such authorized officials may approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.
4. The Mayor and/or the Treasurer are hereby authorized, pending the substantial completion of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, or as otherwise agreed with OILC, to make temporary borrowings pursuant to section 405 of the Act in respect of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, on the terms and conditions provided in the Financing Agreement which Financing Agreement provides that the information contained in the Record, as defined in the Financing Agreement, in respect of such temporary borrowings shall be deemed final, conclusive and binding on the Municipality, and on such other terms and conditions as such authorized officials may agree; and the Treasurer is authorized to sign such certifications as OILC may require in connection with such borrowings in respect of the Capital Work(s); provided that the amount of borrowings allocated to the Capital Work or to each Capital Work, as the case may be, does not exceed the Authorized Expenditure for such Capital Work and does not exceed the related loan amount set out in column (4) of Schedule "A" in respect of such Capital Work.
5. Subject to the terms and conditions of the Financing Agreement and such other terms and conditions as OILC may otherwise require, the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to long-term borrow for the Capital Work(s) and to issue debentures to OILC on the terms and conditions provided in the Financing Agreement and on such other terms and conditions as such authorized officials may agree (the "**Debentures**"); provided that the principal amount of the Debentures issued in respect of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, does not exceed the Authorized Expenditure for such Capital Work and does not exceed the related loan amount set out in column (4) of Schedule "A" in respect of such Capital Work.
6. In accordance with the provisions of section 25 of the *Ontario Infrastructure and Lands Corporation Act, 2011*, as amended from time to time hereafter, the Municipality is hereby authorized to agree in writing with OILC that the Minister of Finance is entitled, without notice to the Municipality, to deduct from money appropriated by the Legislative Assembly of Ontario for payment to the Municipality, amounts not exceeding the amounts that the Municipality fails to pay to OILC on account of any unpaid indebtedness of the Municipality to OILC under any outstanding temporary borrowing and/or the Debentures, as the case may be

(the “**Obligations**”) and to pay such amounts to OILC from the Consolidated Revenue Fund.

7. For the purposes of meeting the Obligations, the Municipality shall provide for raising in each year as part of the general levy, the amounts of principal and interest payable in each year under any outstanding temporary borrowing and/or any Debenture outstanding pursuant to the Financing Agreement, to the extent that the amounts have not been provided for by any other available source including other taxes or fees or charges imposed on persons or property by a by-law of any municipality.
8.
 - (a) The Mayor and the Treasurer are hereby authorized to enter into, execute and deliver the Financing Agreement, and to issue the Debentures, one or more of the Clerk and the Treasurer are hereby authorized to generally do all things and to execute all other documents and papers in the name of the Municipality in order to perform the Obligations of the Municipality under the Financing Agreement, to request and receive any temporary borrowing and to issue the Debentures, and the Treasurer is authorized to affix the Municipality’s municipal seal to any such documents and papers.
 - (b) The money realized in respect of any temporary borrowing for the Capital Work(s) and the Debentures, including any premium, and any earnings derived from the investment of that money, after providing for the expenses related to any such temporary borrowing and to the issue of the Debentures, if any, shall be apportioned and applied to the respective Capital Work and to no other purpose except as permitted by the Act.
9. This By-law takes effect on the day of passings.

ENACTED AND PASSED this 27th day of NOVEMBER, 2023.

Francis Brière
Mayor

Josée Brizard
CAO- Clerk

Schedule "A"
to By-Law Number XX-2023
(New Capital Work(s))

(1) <u>Capital Work Number</u>	(2) <u>Description of Capital Work</u>	(3) <u>Estimated Expenditure</u>	(4) <u>Loan Amount</u>
	Construction of Sewage Pumping Station #11	\$10,740,356	\$10,740,356

Schedule “B”

Please insert the OILC Application into Schedule “B”.

Webloans Loan Application PDF


Application for

Nation Municipality, The Corporation of The

Projects

Loan Application ID	Project Name	Construction/Purchase Start	Construction/Purchase End	Project Cost	OILC Loan Amount
0	Sewage Pumping Station 11	11/20/2023	12/31/2024	\$10,740,356.00	10,740,356.00

Details of Project Sewage Pumping Station 11

Project Category Sewage Treatment Infrastructure 

Project Name Sewage Pumping Station 11

Construction/Purchase Start 11/20/2023

Construction/Purchase End 12/31/2024

Energy Conservation

Project Address 1 538 Bily Street

Project Address 2

City / Town Limoges

Province ON

Postal Code K0A 2M0

Description

One sanitary sewer pumping station that will ultimately be rated at 110 L/s and +/- 2880 meters associated sanitary sewer forcemain discharging in existing pumping station – 300mmØ.
 +/- 2700 meters of Gravity sanitary sewer system (pipes and manholes), ranging 300mmØ – 450mmØ.
 +/- 2800 meters of drinking watermain pipes, 300mmØ.

Comments and/or Special Requests

Anticipated draw down estimated at January 2024 or earliest available after that.

Useful Life of Asset (Years)

50

Project Financial Information

Type of Financing

Construction/Short-term and Long-Term

Payment Frequency

Monthly

Project Cost (A)

\$10,740,356.00

Other Project Funding / Financing (B):

Other Project Funding/Financing Total (B)

\$0.00

OILC Loan Amount (A-B)

\$10,740,356.00

Only include long-term borrowing in this section

Required Date	Amount	Term	Type
01/01/2025	\$10,740,356.00	25	Serial
Long-term Borrowing Total	\$10,740,356.00		

Debt and Re-payments Summary

Has there been any new/undisclosed debt acquired since last FIR was submitted? Yes No

Loan Purpose	Initial Amount Borrowed	Outstanding Amount	Annual Interest Rate	Date Borrowed	Maturity Year	Summary Pledges	Payment Plan	Payment Amount	Payment Frequency
Construction of Cheney to Limoges Watermain	\$12,822,116.00	\$12,595,671.00	4.86	03/30/2023	2043		Fix	\$83,635.42	Monthly
Upgrade of Limoges Lagoon	\$10,321,582.00	\$10,139,297.54	4.86	03/30/2023	2043		Fix	\$67,325.08	Monthly
Construction of Sports Complex	\$0.00	\$0.00	5.77	10/12/2023	2048		Fix	\$0.00	Monthly

Please describe any re-financing plans for any existing "interest only" debt, if applicable.

Non Re-payments of Loans or Debenture

In the last 10 years, has the borrower ever failed to make a loan payment or debenture repayment on time to any lender, including the Provincial Government?

If yes, please provide details.

OILC Loan Repayment Information

Please indicate the source(s) of revenue you plan to use to repay the OILC Loan

Taxation

0.00

User Fees

0.00

Service Charges

0.00

Development Charges

0.00

Connection Fees

0.00

Repayment Subsidies

0.00

Other

100.00

Developers will repay this loan as they begin their subdivisions

Total

100.00%

Documentation and Acknowledgements

Please ensure all required documents are submitted with the signed application. OILC requires originals as noted below to be mailed or couriered. Also, please retain a copy of all documents submitted to OILC for your records.

To obtain templates for documents see listed below.

- Loan Application Signature Page signed and dated by the appropriate individual (original to be submitted)
- Certificate and sealed copy of OILC template By-law authorizing project borrowing and applying for a loan (original with seal)
- Certificate of Treasurer Regarding Litigation using the OILC template (original, signed & sealed)
- Updated Certified Annual Repayment Limit Calculation (original)

I acknowledge and agree that all of the above referenced documents must be submitted in the form required by OILC and understand that the application will not be processed until such documents have been fully completed and received by Infrastructure Ontario.

Please note: OILC retains the right to request and review any additional information or documents at its discretion.

Confidential Information

OILC is an institution to which the Freedom of Information and Protection of Privacy Act (Ontario) applies. Information and supporting documents submitted by the Borrower to process the loan application will be kept secure and confidential, subject to any applicable laws or rules of a court or tribunal having jurisdiction.

Infrastructure Ontario

This site is maintained by Infrastructure Ontario, a Government of Ontario crown agency.

Privacy | Important Notices | info@infrastructureontario.ca

Copyright © Queen's Printer for Ontario, 2023 | **Accessibility**



Rapport au Conseil

Numéro du rapport : RE-21-2023

Objet : Murale aéronautique au Centre récréatif de St-Isidore

Préparé par : Carol Ann Scott, directrice des loisirs

Révision : Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion : 27 novembre 2023

Contexte

Le département demande des directives au Conseil concernant la murale aéronautique qui se trouve au Centre récréatif de St-Isidore.

Rapport

Un comité local a été responsable de la création et de l'installation des deux murales sur le centre récréatif de St-Isidore. La première murale à l'extrémité est du bâtiment a été réalisée en 2004 et la deuxième murale historique sur l'aviation, plus près de l'entrée principale, a été réalisée en 2006. Le comité a collecté des fonds pour les deux murales, la municipalité ne payant que pour la préparation du mur pour la 2ème murale.

La murale historique de l'aviation est exposée aux éléments et est en très mauvais état. Le contreplaqué de qualité marine a commencé à se décoller et est en train de pourrir (voir photos). Le département craint que les morceaux ne se perdent en cas de vent fort et puissent endommager des voitures ou blesser quelqu'un. L'autre murale est protégée par un surplomb dans le mur et est donc en bien meilleur état.

Relations aux priorités

Il s'agit d'une magnifique murale, et le département est profondément attristé de perdre une si belle œuvre d'art qui dépeint l'histoire du bâtiment. La municipalité est responsable de la sécurité de ses clients et du public, nous ne voulons pas qu'un véhicule ou une personne soit heurté par une chute de contreplaqué.

Considérations financières

Deux options sont disponibles :

- 1) Trouvez un moyen de protéger la peinture murale avec une sorte de bouclier en plastique afin que la détérioration cesse et que la peinture murale soit également fixée en toute sécurité au mur. Le département n'a aucune idée de ce que cela coûterait et ne dispose pas de fonds disponibles pour cette option.
- 2) Retirez la murale. Il faudrait louer un lift pour retirer en toute sécurité la murale par sections, au coût d'environ 600 \$ plus taxes par jour. Nous ne savons pas si les panneaux de 4 x 8 pieds se détacheront en un seul morceau ou s'ils se briseront simplement en morceaux plus petits. Nous estimons pouvoir retirer la murale en 1 jour. Le personnel devra également être formé au travail en hauteur

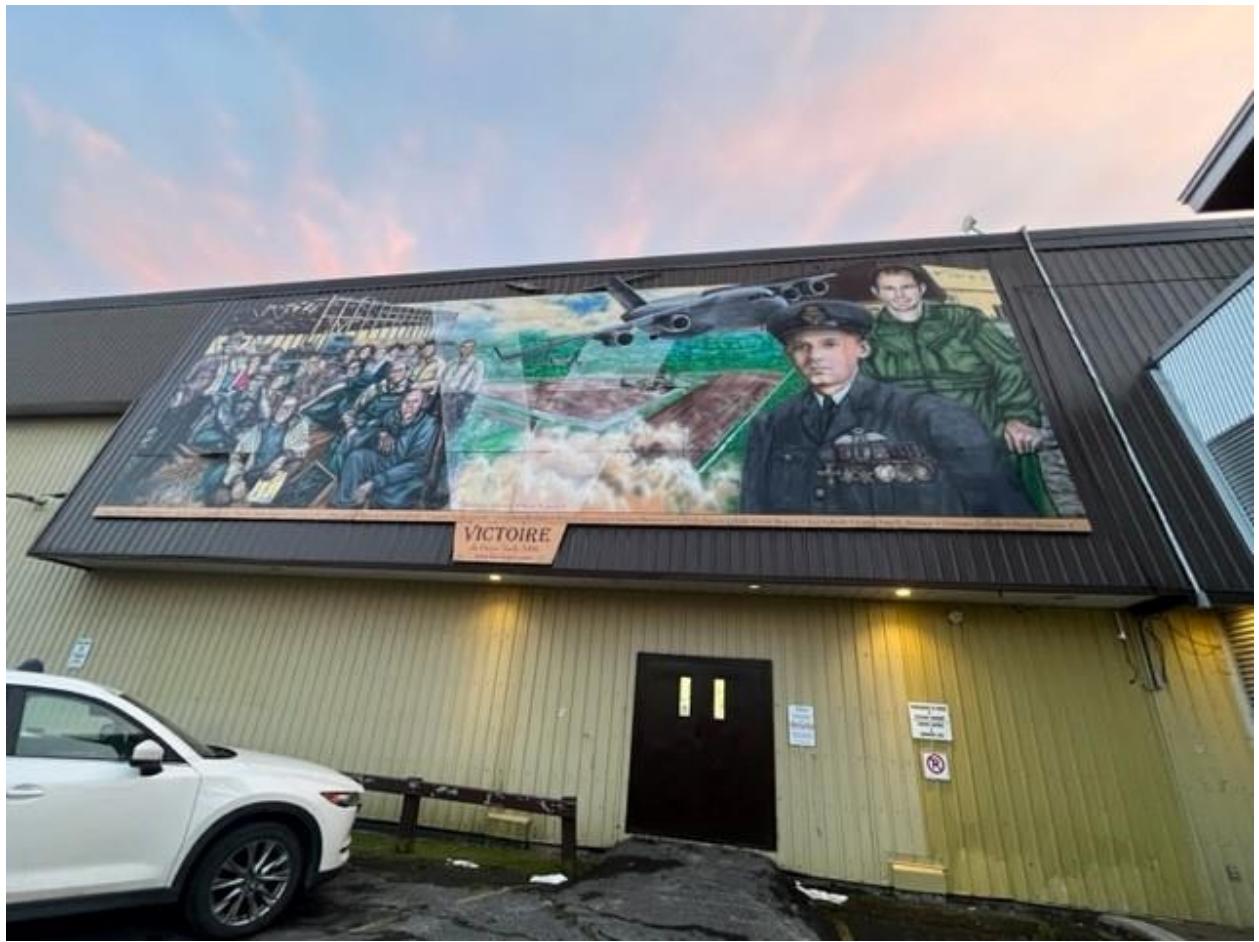
Recommandation

Que le Conseil examine les options et donne des directives sur la façon dont il souhaite procéder avec la murale.

Pièces ci-jointes

Photo 1
Photo 2







Rapport au Conseil

Numéro de rapport : RE-22-2023

Objet : Réunions des groupes communautaires

Préparé par : Justin Lafrance, directeur adjoint des loisirs

Révision : Carol Ann Scott, directrice des loisirs

Révisé par : Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion : 27 novembre 2023

Contexte

Approbation d'une politique de rencontre entre l'équipe des loisirs et les groupes communautaires de la Nation.

Rapport

Les groupes communautaires sont un élément essentiel de la croissance de la communauté, le maintien d'une relation de travail positive entre le service des loisirs et le groupe communautaire améliore l'efficacité, la participation, la communication et la transparence.

Pendant de nombreuses années, il y avait des comités municipaux locaux de loisirs dans chaque village et la coordinatrice des loisirs assistait ces réunions pour discuter des projets futurs, des considérations financières, des impacts communautaires, de la faisabilité, etc. Cependant, ces réunions prenaient beaucoup de temps et de main-d'œuvre, le personnel préparant les ordres du jour et les procès-verbaux. En 2016, un seul comité municipal des loisirs a été mis sur pied, mais il a ensuite été dissous en 2018 dû à le manque d'intérêt. Un sous-comité des loisirs et de la municipalité a ensuite été créé pour la revitalisation du parc Jean-Paul Charlebois en 2021 afin d'aider la communauté à se remettre sur pied et de la guider lors de sa période de démarrage avec la présence du personnel municipal et la préparation des ordres du jour et des procès-verbaux.

La plupart des organisations communiquent par courriel et/ou par téléphone. L'équipe des loisirs est de plus en plus sollicitée pour assister à ces rencontres en personne.

Il est important de maintenir une relation de travail qui tient compte des contraintes de temps, de la gestion des ressources et de la croissance de la communauté. Une meilleure communication et une meilleure compréhension des concepts de la municipalité seraient grandement bénéfiques pour les groupes communautaires et l'équipe des loisirs.

Pertinence par rapport aux priorités

Le Plan directeur des parcs et loisirs encourage l'appui des groupes à but non lucratif et des principaux intervenants de la Municipalité.

Contrepartie financière

La politique proposée permettrait de libérer du temps pour l'équipe des loisirs.

Recommandation

Que la politique de réunion proposée soit approuvée et qu'elle entre en vigueur le 1er janvier 2024.

Pièces-ci-jointes

Politiques pour les réunions annuelles



Politique sur les réunions annuelles des groupes communautaires et de l'équipe des loisirs

Numéro de police : RE-22-2023

Date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2024

Politique sur les réunions annuelles des groupes communautaires et de l'équipe des loisirs

RE-22-2023

Deux fois par année, l'équipe des loisirs invitera des groupes communautaires et des organismes sans but lucratif à une réunion pour discuter des projets d'immobilisations, des questions d'entretien, des événements à venir et des budgets.

Les rencontres auront lieu au Complexe sportif de La Nation pour les groupes communautaires de la partie ouest de la municipalité et se tiendront au Centre récréatif de St-Isidore pour les groupes communautaires de la section est.

Si des groupes communautaires souhaitent rencontrer l'équipe des loisirs dans le cadre d'un projet particulier, les membres des loisirs assisteront à la réunion virtuellement, pour une durée maximale d'une heure au début de la réunion, et répondront aux questions. Les comités locaux sont également invités à soumettre leurs questions par courriel ou par téléphone à l'équipe des loisirs en tout temps.

Réunion 1 – Mise à jour sur les loisirs (janvier/février)

Voici quelques sujets qui seront abordés lors de cette rencontre :

- Budget précédent et projets autorisés.
- Mise à jour sur les projets en cours et à venir.
- Discussion sur les événements actuels et futurs dans la communauté
- Répercussions financières sur les installations récréatives et les parcs.
- Discutez de la façon dont les groupes communautaires et la municipalité peuvent travailler ensemble.
- Répondez aux questions que la communauté peut se poser.

Réunion 2 – Discussions budgétaires (juin/juillet)

Voici quelques sujets qui seront abordés lors de cette rencontre :

- Points à l'ordre du jour de la réunion précédente
- Budget précédent et projets autorisés.
- Mise à jour sur les projets en cours et à venir.
- Discussion sur les événements actuels et futurs dans la communauté
- Répercussions financières sur les installations récréatives et les parcs.
- Discutez de la façon dont les groupes communautaires et la municipalité peuvent travailler ensemble.
- Répondez aux questions que la communauté peut se poser.
- Discutez des attentes, de la faisabilité et des étapes à suivre pour les futurs projets d'immobilisations.
- Expliquez le questionnaire budgétaire aux groupes, préparez les groupes pour une présentation appropriée au conseil.



**COST APPORTIONING AGREEMENT
WATERSHED PROGRAMS AND SERVICES**



THIS AGREEMENT dated the 1st day of **January 2024**.



BETWEEN

SOUTH NATION RIVER CONSERVATION AUTHORITY

a conservation authority under the *Conservation Authorities Act*, R.S.O. 1990 c. C-27
(hereinafter "SNRCA")

- and -



**THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET,
THE CORPORATION OF AUGUSTA TOWNSHIP,
THE CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF CASSELMAN,
THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF CHAMPLAIN,
THE CORPORATION OF THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND,
THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF EDWARDSBURGH CARDINAL,
THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ELIZABETHTOWN-KITLEY,
THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY,
THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF NORTH DUNDAS,
THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF NORTH GLENGARRY,
THE CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF NORTH GRENVILLE,
THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF NORTH STORMONT,
THE CORPORATION OF THE CITY OF OTTAWA,
THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF RUSSELL,
THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF SOUTH DUNDAS,
THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF SOUTH STORMONT**
municipal corporations under the *Municipal Act, 2001*, S.O. 2001 c. 25
(hereinafter the "Participating Municipalities")



WHEREAS SNRCA has delivered Watershed Programs and Services that further the conservation, restoration, development, and management of natural resources within its jurisdiction in consultation with the Participating Municipalities since 1947;



AND WHEREAS section 21.1.2 of the *Conservation Authorities Act* requires SNRCA enter into agreement with the Participating Municipalities to apportion municipal levy for the continued delivery of Watershed Programs and Services;



AND WHEREAS the Participating Municipalities wish that SNRCA continue to deliver Watershed Programs and Services and agree to apportion a percentage of their municipal levy for said programs and services;

AND WHEREAS the *Conservation Authorities Act* and Ontario Regulation 687/21 permits SNRCA to establish and charge user fees for Watershed Programs and Services;

NOW THEREFORE, in consideration of the terms of this Agreement and other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which is hereby acknowledged, the Parties hereto agree as follows:

1. Definitions

1.1. In this Agreement:

- 1.1.1. "Act" means the *Conservation Authorities Act*, R.S.O. 1990, c. C.27
- 1.1.2. "Agreement" means this agreement entered into between the Participating Municipalities and SNRCA and has the same meaning as "cost apportioning agreement" in Ontario Regulation 687/21.
- 1.1.3. "business day" means any working day, Monday to Friday inclusive, excluding statutory and other holidays, namely: New Year's Day; Family Day; Good Friday; Easter Monday; Victoria Day; Canada Day; Civic Holiday; Labour Day; Thanksgiving Day; Remembrance Day; Christmas Day; Boxing Day; and any other day on which SNRCA has elected to be closed for business.
- 1.1.4. "municipal levy" has the same meaning as "apportionment" in sections 25 and 27 of the *Conservation Authorities Act* and Ontario Regulation 402/22.
- 1.1.5. "notice" means any communication given or required to be given pursuant to the Agreement.
- 1.1.6. "parties" means the Participating Municipalities and SNRCA.
- 1.1.7. "party" means either SNRCA or one of the Participating Municipalities.
- 1.1.8. "Watershed Programs and Services" are the programs and services identified in Schedule A that SNRCA determines are advisable to further the purposes of the *Conservation Authorities Act* and has the same meaning as "Category 3 programs and services" and "other programs and services" in the Act and Ontario Regulation 687/21.
- 1.1.9. "watershed-based resource management strategy" has the same meaning as in Ontario Regulation 686/21.

2. Apportionment

- 2.1. The Participating Municipalities agree to apportion a maximum of twelve (12) percent of their annual municipal levy for the delivery of Watershed Programs and Services in accordance with sections 25 and 27 of the Act.
- 2.2. Municipal levy apportionment is determined annually from assessment data provided by the province. Schedule B references 2023 municipal levy apportionment.

3. Watershed Programs and Services

- 3.1. SNRCA shall deliver the Watershed Programs and Services described in Schedule A.
- 3.2. The Parties agree the Watershed Programs and Services may be included in the watershed-based resource management strategy.

4. Fees

- 4.1. The Participating Municipalities permit SNRCA to establish and charge user fees for the Watershed Programs and Services.
- 4.2. SNRCA shall set user fees on an annual basis.
- 4.3. SNRCA shall provide a minimum thirty (30) days' notice to Participating Municipalities of changes to Watershed Programs and Services user fees.

5. Term of Agreement

- 5.1. The term of the Agreement is five (5) years commencing on the date of the date set out above and end on December 31, 2028, subject to the renewal provisions of this Agreement.
- 5.2. The Agreement shall be automatically renewed for a five (5) year term from January 1, 2029, on the same terms and conditions contained herein, unless the Agreement has been terminated early in accordance with the terms or conditions of this Agreement.

6. Review

- 6.1. The Parties shall review the Agreement every five (5) years.
- 6.2. The Agreement shall be reviewed a minimum of six (6) months prior to the termination date for the purposes of determining whether the Agreement is to be renewed by the Parties.

7. Amendment

- 7.1. This Agreement shall not be amended except by instrument in writing signed by the Parties preceded by six (6) months written notice to all Parties.

8. Termination

- 8.1. A party may terminate their participation in this Agreement upon delivering a minimum six (6) months written notice to all parties prior to July 31 in a calendar year of the Agreement.
- 8.2. The municipal levy commitment of a Participating Municipality that terminates their participation in this Agreement shall remain in effect until December 31 of the year in which the termination takes effect.

9. Notice

9.1. Notice must be in writing and shall be delivered by email, postage-prepaid mail, personal delivery, or fax and shall be addressed to each Party listed in Schedule C.

9.2. Notice shall be deemed to have been given:

9.2.1. in the case of postage-prepaid mail, five (5) business days after the notice is mailed; or

9.2.2. in the case of email, personal delivery, or fax, one (1) business day after the notice is delivered.

10. Arbitration

10.1. If a dispute arises between the parties relating to any matter in this Agreement, the parties agree to resolve the dispute in strict compliance with the following procedures:

10.1.1. To meet – with each party in attendance represented by legal counsel – within a period of fifteen (15) days from the date a notice of dispute is filed by a party to participate in good faith in negotiating a resolution of the dispute.

10.1.2. To negotiate in good faith, personally and through counsel, for a period of thirty (30) days after the meeting.

10.1.3. If, within the thirty (30) day period after such meeting, the parties have not succeeded in negotiating a resolution of the dispute, to submit the dispute to arbitration.

10.1.4. The parties shall meet and appoint a single arbitrator. If they are unable to agree on a single arbitrator within fifteen (15) days, then upon written notice by any party to the other the matter shall be settled by arbitration in accordance with the *Arbitrations Act, 1991*, by delivery of a notice of arbitration to the other party.

10.1.5. The costs of the arbitrator shall be split equally between the Parties.

11. Force majeure

11.1. The Parties shall not be considered in default in performance of their obligations under the Agreement to the extent that the performance of such obligations is delayed, hindered, or prevented by force majeure. Force majeure shall be cause beyond the control of the Parties which they could not reasonably have foreseen and guarded against. Force majeure includes, but is not limited to, acts of God, strikes, lockouts, pandemics, fires, riots, incendiarism, interference by civil or military authorities, compliance with regulations or orders of any government, and acts of war (declared or undeclared) provided such cause could not have been reasonably foreseen and guarded against.

12. Severability

- 12.1. The invalidity or unenforceability of any provision of the Agreement shall not affect the validity or enforceability of any other provision of the Agreement. Any invalid or unenforceable provision shall be deemed to be severed.

13. Counter Parts

- 13.1. The Agreement may be executed in any number of counterparts, each of which shall be deemed an original, but all of which together shall constitute one and the same instrument.

14. Assignment

- 14.1. This Agreement shall not be assignable by the parties hereto without the written consent of the other parties being first obtained.

15. Relationship of the Parties

- 15.1. It is expressly agreed that this Agreement shall not be construed as a partnership or joint venture between SNRCA and the Participating Municipalities. SNRCA shall have no authority to bind the Participating Municipalities for the performance of any contract or otherwise obligate the Participating Municipalities.

16. Governing Law

- 16.1. This agreement shall be governed by and construed in accordance with the laws of the Province of Ontario.
- 16.2. The Participating Municipalities and SNRCA agree the venue for any litigation shall be Ottawa, Ontario.

– signature pages follow –

IN WITNESS WHEREOF the parties hereto have executed the Agreement.

SOUTH NATION RIVER CONSERVATION AUTHORITY

Vice-Chair

Date

Chief Administrative Officer

Date

We have authority to bind the South Nation River Conservation Authority.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet.

THE CORPORATION OF AUGUSTA TOWNSHIP

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of Augusta Township.

THE CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF CASSELMAN

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Municipality of Casselman.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF CHAMPLAIN

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of Champlain.

THE CORPORATION OF THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the City of Clarence-Rockland.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF EDWARDSBURGH CARDINAL

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of Edwardsburgh Cardinal.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ELIZABETHTOWN-KITLEY

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of Elizabethtown-Kitley.

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of The Nation Municipality.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF NORTH DUNDAS

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of North Dundas.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF NORTH GLENGARRY

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of North Glengarry.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF NORTH GRENVILLE

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of North Grenville.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF NORTH STORMONT

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of North Stormont.

THE CORPORATION OF THE CITY OF OTTAWA

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the City of Ottawa.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF RUSSELL

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of Russell.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF SOUTH DUNDAS

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of South Dundas.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF SOUTH STORMONT

Mayor

Date

Clerk

Date

We are authorized by bylaw to bind the Corporation of the Township of South Stormont.

SCHEDULE A

South Nation River Conservation Authority Watershed Programs and Services

1.0 Private Land Stewardship and Outreach

Private land stewardship and outreach includes:

- i. tree planting;
- ii. clean water programs;
- iii. habitat restoration; and
- iv. education and outreach initiatives.

Municipal levy supports:

- i. staffing resources for program coordination, external funding applications, and reporting for the tree planting, clean water, habitat restoration, and outreach programs; and
- ii. cost-share grants to groups hosting water-related recreational events and supporting community environment projects, and to private landowners for water quality improvement projects.

Private Land Stewardship and Outreach represents 3.88% of the municipal levy and is financed under section 27 of the Act.

2.0 Conservation Land Securement

Municipal levy supports the acquisition of conservation lands and the securement of external funding sources (e.g., federal, provincial, and private). Conservation land acquisitions are subject to Board of Directors approval and South Nation Conservation's Land Securement Strategy.

Conservation Land Securement represents 8.12% of the municipal levy and is financed under section 25 of the Act.

SCHEDULE B

South Nation River Conservation Authority Municipal Levy Apportionment

Apportionment follows the modified current value assessment method levy apportionment calculation set by provincial regulation. Table 1 includes a reference summary of the 2023 municipal levy percentage breakdown by municipality.

Table 1: South Nation Conservation's 2023 municipal levy breakdown.

Participating Municipality	Municipal levy breakdown by percentage¹
Ottawa	76.81%
Clarence-Rockland	4.50%
Russell	3.98%
The Nation	2.47%
North Dundas	2.40%
South Dundas	2.10%
Alfred and Plantagenet	1.58%
Edwardsburgh/Cardinal	1.39%
North Grenville	1.30%
North Stormont	1.11%
Augusta	0.95%
Casselman	0.80%
North Glengarry	0.38%
South Stormont	0.20%
Elizabethtown - Kitley	0.02%
Champlain	0.02%
Total	100%

¹ Municipal levy apportionment is set on an annual basis as per assessment information provided by the Ministry of Natural Resources and Forestry.

SCHEDULE C

Notice Contact Information

<p>South Nation River Conservation Authority 38 Victoria Street. P.O. Box 29 Finch, ON K0C 1K0 Email: info@nation.on.ca</p> <p>Attention: Secretary-Treasurer</p>	<p>Township of Edwardsburgh Cardinal 18 Centre St. P.O. Box 129 Spencerville, ON K0E 1X0 Email: mail@twpec.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>	<p>Township of North Stormont 15 Rue Union St. P .O. Box 99 Berwick, ON K0C 1G0 Email: ccalder@northstormont.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>
<p>Township of Alfred and Plantagenet 205 Old Highway 17 Plantagenet, ON K0B 1L0 Email: info@alfred-plantagenet.com</p> <p>Attention: Clerk</p>	<p>Township of Elizabethtown-Kitley 6544 New Dublin Rd Addison ON K0E 1A0 Email: mail@ektwp.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>	<p>City of Ottawa 110 Laurier Avenue West Ottawa, ON K1P 1J1 Email: caitlin.salter-macdonald@ottawa.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>
<p>Township of Augusta 3560 County Road 26 Prescott, ON K0E 1T0 Email: officeclerk@augusta.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>	<p>Nation Municipality 958 route 500 West Casselman ON K0A 1M0 Email: admin@nationmun.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>	<p>Township Russell 717 Notre-Dame St Embrun ON K0A 1W1 Email: info@russell.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>
<p>Village of Casselman 751 St-Jean Street P.O. Box 710 Casselman, ON K0A 1M0 Email: info@casselman.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>	<p>Township of North Dundas 636 St. Lawrence Street P.O. Box 489 Winchester, ON K0C 2K0 Email: info@northdundas.com</p> <p>Attention: Clerk</p>	<p>Municipality of South Dundas 34 Ottawa Street P.O. Box 740 Morrisburg, ON K0C 1X0 Email: mail@southdundas.com</p> <p>Attention: Clerk</p>
<p>City of Clarence-Rockland 1560 Laurier Street Rockland, ON K4K 1P7 Email: info@clarence-rockland.com</p> <p>Attention: Clerk</p>	<p>Township of North Glengarry 3720 County Road 34 R.R. 2 Alexandria, ON K0C 1A0 Email: info@northglengarry.ca.</p> <p>Attention: Clerk</p>	<p>Township of South Stormont 2 Mille Roches Road P.O. Box 84 Long Sault, ON K0C 1P0 Email: info@southstormont.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>
<p>Township of Champlain 948 Pleasant Corner Road East Vankleek Hill, ON K0B 1R0 Email: info@champlain.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>	<p>Municipality of North Grenville 285 County Road #44 P.O. Box 130 Kemptonville, ON K0G 1J0 Email: clerk@northgrenville.on.ca</p> <p>Attention: Clerk</p>	

Le département des Services Sociaux

Prescott 
Russell

2023/11/27



Un peu de contexte...

Notre rôle en tant que GSMR

Le département des services sociaux des Comtés-Unis de Prescott et Russell est reconnu en tant que GSMR (Gestionnaires des services municipaux regroupés). Notre portfolio comprend 3 services hautement subventionnés par la province, dont les Services à la petite enfance gérés par le ministère de L'Éducation, les Services de logement par le ministère des Affaires municipales et du Logement et le programme Ontario au travail par le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires.

Services à la petite enfance

Nous avons un rôle principal de gestionnaire de risque en lien avec la loi de 2014 sur la garde d'enfants et la petite enfance. En gros, ceci veut dire que nous sommes l'intermédiaire entre le ministère de l'Éducation et les centres de garde.

Présentement les CUPR détiennent des ententes avec 37 centres de garde agréés (garderies) et 31 foyers avec l'Agence de garde familiale agréée.

Il y a trois centres ON y va (CEF ON y va) stratégiquement situés à Hawkesbury, Casselman et Rockland qui offrent gratuitement, des programmes de haute qualité destinés aux enfants de la naissance à six ans et à leurs familles.

C'est plus de 1 000 enfants desservis mensuellement au sein de nos services de la petite enfance et plus de 130 enfants sont identifiés avec des besoins particuliers.

Nous offrons également une aide financière aux parents sous forme de subventions pour payer les frais de garde.



Centres de garde – La Nation

Nom du centre de garde	Adresse	Capacité autorisée
Centre éducatif au Jardin des câlins	205, chemin Limoges, Limoges	Bambin : 30 Préscolaire : 48 Jardin d'enfants : 78 Âge scolaire : 120 Total : 276
Centre éducatif au Jardin des câlins	20, rue de l'École, St-Isidore	Jardin d'enfants : 26 Âge scolaire : 30 Total : 56
Garderie des amis	525A, rue Limoges, Limoges	Bambin : 15 Préscolaire : 40 Total : 55

Centres de garde – La Nation

Nom du centre de garde	Adresse	Capacité autorisée
Centre éducatif les Petits Trésors	116, rue Principale, St-Albert	Bambin : 10 Préscolaire : 24 Jardin d'enfants : 26 Âge scolaire : 30 Total : 90
Centre éducatif les Petits Trésors	9, rue de l'École, St-Isidore	Bambin : 15 Préscolaire : 16 Jardin d'enfants : 19 Total : 50

Agence de garde familiale agréée – La Nation

| 7

Nom	Adresse	Capacité autorisée/réelle
Agence de garde familiale agréée de Prescott et Russell	Région de la Nation	3 responsables de garde x 6 enfants Total : 18

Entente de services

Les centres de garde (garderies) de Prescott et Russell ont une entente avec les CUPR qui leur permettent d'obtenir des services, tels que :

Garderie à 10\$

Services à l'inclusion

Programme de qualité pédagogique

Subvention de frais de garde pour les parents



Programmes et initiatives administrés par CUPR

- Augmentation salariale pour les éducateurs qualifiés (2\$/heure)
- Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (SPAGJE) - Garderie à 10\$
- Frais généraux de fonctionnement
- Subvention de frais de garde
- Services à l'inclusion pour appuyer les enfants à besoins particuliers
- Partenariat avec le Centre de services à l'emploi de Prescott et Russell et la Cité Collégiale



Initiatives face à la pénurie de la main d'œuvre

En 2022, un partenariat avec le Centre de services à l'emploi de Prescott et Russell a été créé pour former des éducateurs en petite enfance. Les CUPR ont investi 718 053\$ dans ce projet et 70 personnes furent formées pour répondre au besoin de la main-d'œuvre dans notre région.

Malheureusement, les centres de garde n'avaient pas de poste à temps plein à offrir autre que des quarts de travail fractionnés (split shift).

La Cité collégiale a également présenté leur différent programme et format d'apprentissage disponible pour les éducateurs non qualifiés travaillant déjà dans le domaine.

En résumé, les centres de garde n'opèrent pas à pleine capacité, mais le véritable problème est le manque d'éducateur et d'éducatrices.

Ensembles avec les centres de garde, nous revendiquons auprès du ministère afin de trouver des pistes de solutions pour la main-d'œuvre; conditions de travail; qualification du personnel et l'augmentation salariale.

Comment supporter vos centres de garde

- Rencontrer les centres de garde dans votre région afin de comprendre comment vous pouvez mieux les appuyer en tant que conseil municipal. Ils sont tous des employeurs autonomes, donc les enjeux respectifs sont uniques dans chaque centre de garde ou organisation.
- Regarder les possibilités et offrir un support supplémentaire.

Contact Us!

EALY YEARS SERVICES

United Counties of Prescott and Russell
Social Services-Head Office
59 Court Street, P.O. Box 303
L'Orignal, ON K0B 1K0
613-675-4642 - 1 800-667-6307



www.prescott-russell.on.ca

The Prescott Russell logo is contained within a white oval with a grey border. It features the word "Prescott" in a brown serif font with a small green leaf icon to its right, and the word "Russell" in a brown script font below it.

Prescott
Russell

676A Principale Street
P.O. Box 306
Casselman, ON K0A 1M0
613-764-3434 - 1 866-764-3434

Opportunités *croissantes*
Growing **Opportunities**

From: Pierre Thibault <pthibault@casselman.ca>
Sent: Wednesday, November 22, 2023 1:51 PM
To: Julie Langlois-Caisse <JLanglois-Caisse@nationmun.ca>
Cc: fbriere@nationmun.ca; Josée Brizard <JBrizard@nationmun.ca>
Subject: RE: Délégation - La Nation 27 novembre

Bonjour ,

Suite à la demande de M. Brière, je suis chargé de discuter de la procédure du Centre Communautaire de Crysler avec vous. Ce centre fonctionne entièrement grâce à l'engagement bénévole. Nous recevons une aide financière pour les projets capitaux ainsi que pour les dépenses liées aux services publics. Le budget du centre communautaire a été présenté lors de la réunion générale du 18 novembre. Pendant notre discussion, je vais aborder le processus d'élection du comité exécutif et toutes les activités organisées par les bénévoles. En moyenne, nous avons entre 130 et 160 volontaires chaque année, en fonction des activités.

Je prendrai également quelques minutes pour discuter de l'ensemble des services récréatifs de North Stormont. En tant que coordinateur récréatif à temps partiel pour l'ensemble des centres communautaires de la municipalité, je suis responsable de superviser ces activités. Chaque centre communautaire a un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire. Chaque président doit siéger au sein du groupe amalgamé de la municipalité, avec deux membres du conseil municipal. Deux représentants par centre sont autorisés aux réunions, mais ils disposent d'une seule voix. Cela donne à chaque groupe récréatif l'occasion de présenter des projets importants dans leur communauté et le comité vote ensuite sur les priorités de ces projets. Ayant juste une voix par représentant communautaire ceci permet à de plus petites communautés d'être représentées adéquatement et non basées sur la population. Un travail d'équipe qui a le but de partager de l'information pertinente a l'opération des édifices, de la planification pour éviter le doublement d'activités municipal ainsi que les demandes financières et de subventions.

Toutes les demandes de subvention sont remplies par les groupes individuels sous la supervision de l'administration.

Les groupes individuels n'ont pas la permission de demander une délégation à l'agenda du conseil, toute demande doit passer en avant du groupe et les coordinateurs font une demande et présente un rapport avec l'appui des membres élus qui siège sur le comité d'amalgamation. Ceci évite ton conflit d'intérêts et représente une transparence envers toutes les communautés dans la municipalité.

En pièce jointe, vous trouverez :

Budget annuel du centre communautaire

Accord de 2020 sur l'amalgamation des services récréatifs de Stormont Nord

Réunion spéciale de l'ARC : demande du groupe d'amalgamation de clarification et de changement dans l'accord. Ce document doit être présenté à nos membres élus représentant le département de la récréation afin d'obtenir leur avis sur la demande de modifications de la politique. Ceci vous démontre la collaboration entre la municipalité et le comité récréatif amalgamation.

Restant à votre disposition pour toute clarification nécessaire.

Cordialement,

Pierre Thibault
Président, centre communautaire de Crysler
Coordinateur récréatif municipalité de Stormont Nord
613-552-2885
petetbo@hotmail.com

Crysler Community Center Financial Statement

Date:	November 13-23
Village:	Crysler
President:	Pierre Thibault
Treasurer:	Rachelle Lafrance

BALANCES

Opening Balance November 1, 2022	\$	60,616.49
Total Generated Revenue (A)	\$	214,264.21
Total Generated Expenses (B)	\$	<u>186,540.34</u>
Closing Balance October 31, 2023	\$	<u><u>88,340.36</u></u>

TOTAL GENERATED REVENUE (A)

Rentals (1)

Hall or Property	\$	18,721.39
	Total:	18,721.39

Donations (2)

Nevada Sales	\$	11,128.00
Corporate Donations	\$	<u>8,446.00</u>
	Total:	19,574.00

Event (3)

Bar/Liquor	\$	44,006.54
Bingo	\$	53,383.80
50/50 Revenue	\$	3,737.50
Sports/Yoga	\$	22,019.30
Carnaval	\$	28,589.14
Activities & Shows	\$	23,877.79
Other	\$	<u>354.75</u>
	Total:	175,968.82

TOTAL GENERATED REVENUE

(1) Rentals	\$	18,721.39
(2) Donations	\$	19,574.00
(3) Events	\$	<u>175,968.82</u>

TOTAL INCOME FOR 2022-2023 **214,264.21**

TOTAL GENERATED EXPENSES (B)

Operating Costs (1)	Utilities (Gas TBO Place)	\$	420.14
	Park Maintenance	\$	5,065.59
	Rink Maintenance	\$	825.22
	Repairs & Maintenance	\$	26,705.60
	Floor Repairs	\$	2,825.00
	Manager's Contract	\$	23,200.00
	Security Systems	\$	6,090.00
	Total:		65,131.55
Administration (2)	Business Licenses and Permits	\$	342.02
	Bank Charges	\$	594.31
	Office Supplies/Stamps	\$	755.28
	Telephone	\$	1,998.84
	Total:		3,690.45
Food/Drink (3)	Liquor Costs	\$	17,376.97
	Bar Supplies	\$	2,002.35
	Total:		19,379.32
Events (4)		\$	
	Meals & Entertainment	\$	4,351.09
	Bingo	\$	31,165.14
	Activities & Shows	\$	33,253.42
	Sports/Yoga	\$	6,903.97
	Total:		75,673.62
Miscellaneous (5)	Advertising	\$	2,679.18
	Donations	\$	1,826.00
	50/50	\$	6,420.99
	Tools & Equipment	\$	9,059.06
	Equipment Repairs & Rental	\$	1,658.40
	Other	\$	1,021.77
	Total:		22,665.40
TOTAL GENERATED EXPENSES	(1) Operating Costs	\$	65,131.55
	(2) Administration	\$	3,690.45
	(3) Food/Drink	\$	19,379.32
	(4) Events	\$	75,673.62
	(5) Miscellaneous	\$	22,665.40
	TOTAL EXPENSES FOR 2022-2023		186,540.34

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF NORTH STORMONT

BY-LAW NO. 73-2020

BEING a By-law to authorize an agreement with the Amalgamated Recreation Committee.

WHEREAS the *Municipal Act, 2001*, c.25 s.5 (1) provides that the powers of a municipal corporation are to be exercised by its council;

AND WHEREAS the *Municipal Act, 2001*, c.25 s.5 (3) provides that the powers of every council are to be exercised by By-law;

AND WHEREAS the *Municipal Act, 2001*, indicates that a municipality may enter into an agreement with one or more local bodies, for their joint benefit, any matter which all of them have the power to provide within their boundaries;

AND WHEREAS Council deems it desirable to enter into an agreement with the Amalgamated Recreation Committee.

NOW THEREFORE Council of the Township of North Stormont enacts as follows:

1. THAT the Mayor and Clerk are hereby authorized to execute the Agreement attached as Schedule "A" to this By-law.
2. THAT any By-law inconsistent with this By-Law is hereby repealed.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME, passed signed and sealed in open Council, signed and sealed this October 13, 2020.

Mayor

Clerk

Amalgamated Recreation Agreement

Made this ____ day of _____, 2020

BETWEEN

The Corporation of the Township of North Stormont
(hereinafter called "Township")

AND

The North Stormont Amalgamated Recreation Committee
(hereinafter called "ARC")

The Parties Hereto Covenant and Agree as Follows:

OVERVIEW

The following identifies the six (6) individual recreation associations that make up ARC, their facilities and properties its responsible for, and the Township's general ledger (GL) category code in which it corresponds to.

Berwick (7030): Baseball diamond / canteen

Monkland (7050): Community hall / playground / ball diamond / clubhouse

Avonmore (7060): North Stormont Place / playground / pool / baseball diamond

Moose Creek (7070): Community center / rink / pool / baseball diamonds / playground

Crysler (7080): Community Center / Tbo place / dome / gazebo / baseball diamond / storage shed / John Chrysler park / playground

Finch (7090): Community hall / baseball diamond / playground / corner park / canteen

Should the Township acquire a new facility and/or property, this entity will be assumed under the applicable recreation association and will be assigned to its respective GL code.

OPERATING

The Township of North Stormont will cover yearly heat, hydro, snow removal and internet expenses for all six recreation committees. Each individual recreation committee is responsible for all other operating costs, defined as daily, weekly, or annual services, repairs and maintenance such as:

- Plumbing: regular maintenance of operations, including but not limited to the purchase of new water heater, new toilets, new sinks and any charges incurred for any service calls
- Electrical: all minor changes such as breakers, new plug installations, new panel box, all lights and fixtures as well as charges incurred for any service calls
- Heating and Cooling: all regular maintenance including filters, bi-annual servicing, minor repairs, as well as charges incurred for any service calls
- Buildings and Structures: responsible for the repairs and maintenance including fire alarm systems and extinguishers on each said property

Schedule "A" to By-Law 73-2020

The Township will assist the recreation committees upon request to advertise and formally open joint tenders to procure suppliers for operational purposes (plumbing, electrical, etc.) All operational grants and/or festival grants will also be applied by each individual recreation with the assistance of Township staff, upon request.

North Stormont Place is shared by the Township and Avonmore Recreation Committee. All operating expenses (other than heat, hydro, snow removal and internet) that can be reasonably assumed to include the library and the doctor's office, will be divided; 40% to Avonmore Recreation/North Stormont Place and 60% to the Township of North Stormont. The Township will pay all invoice amounts on behalf of Avonmore Recreation. Copies of all invoices and an amount owing will be provided to the committee at year-end, to account for their portion, payable to the Township through accounts receivable. The Township will also cover any operating expenses incurred by the Chrysler library.

CAPITAL

Capital costs will be the responsibility of the Township upon Council approval and will be defined as fixed assets (for e.g. land improvements, the foundation, roof, and components of a building) that, as a general guideline, has or increases the estimated useful life to five years or more, with a material value of at least \$5,000 before tax. Components of a building includes but is not limited to; the installation of all new windows, and new or a replacement of furnaces or air conditioning units. It is recommended that capital expenditures that are deemed emergency in nature be looked after in a timely manner in order to minimize any further damages that could potentially occur.

All capital requests from individual recreation committees will first be identified to the amalgamated recreation committee. A list of priority projects will then be compiled by the committee and proposed to the Finance Director / Treasurer to be including in the capital budget. Once finalized, the appointed recreation co-ordinators will present these projects to council during budget deliberations for approval. Should there be a grant applicable to a capital project, it will be the responsibility of both, the Township and recreation committee, to apply for and report on any funding received.

All proposed capital projects must include the following information:

1. Cost Breakdown
2. Estimated Useful Life
3. Implications to operating budget
4. Financing Requirements: Taxation, Donation, Grant, etc.

Any capital projects taken on by an individual recreation committee must be approved by the Township and included in the applicable year's budget, or a budget amendment, for the HST rebate to be applied. If said project is solely financed by a recreation committee, they will also abide by the Township's approval process and procurement policy.

A charitable tax receipt will be issued upon request if a donation is made towards a municipal asset through any recreation committee fundraising effort. The Township shall be provided advanced notice of this request and all monies must be received and deposited into the Township's bank account.

AMALGAMATED RECREATION COMMITTEE (ARC)

It is recommended that two designates from each of Avonmore, Moose Creek, Chrysler, Berwick, Monkland and Finch be permitted to be part of the ARC. Each recreation will have one vote. These appointed individuals are responsible for bringing any issues and concerns regarding the facilities and activities on behalf of its' recreation to the ARC.

All recreation committees must provide the Township with financial statements for the preceding year by the end of February. Bank statements ending December 31st must also be submitted. Any excess funds (surplus between revenue and expenses) will be used to improve the services within its' own community including, but not limited to; halls, pools, recreation programming, rinks, and baseball diamonds. Each committee will be able to have a sub committee at their own discretion (such as pools, events, athletic committee, carnival, etc.) However, each recreation designate will present only one set of financial

Schedule "A" to By-Law 73-2020

statements. There will be six financial statements presented to the Township Treasurer. It is the duty of the appointed designates to make sure the financial statements are received in a timely manner from their sub-committees. Sub-committees cannot participate in an amalgamated recreation meeting. All funds in recreation committee accounts are public funds and must be accounted for. Upon the request of the Township, each recreation must explain what the excess funds are being held for.

ARC meetings will be held in January, April, September and November of each year. Any additional meetings will be scheduled on an as needed basis.

HEALTH AND SAFETY

Health and safety training (WHMIS, AODA, OHSA, and Bill 132) will be available to all recreation committee members and summer students. This training is offered online at no cost and is highly recommended by the Township.

Each facility is equipped with a Township provided AED (automated external defibrillator). The recreation committees shall abide by the public access defibrillator program policy and procedures (as amended from time to time), as per the Township's agreement with the City of Cornwall.

It is the responsibility of the recreation committees to meet all policy, procedures, protocols and guidelines under the mandate of the Eastern Ontario Health Unit (EOHU). All recreations must also follow the Alcohol and Gaming Commission of Ontario (AGCO) and Township regulations for Special Occasion Permits (SOP) and alcohol licensing.

SUMMER STUDENT GRANTS

All summer student grants will be applied for through Township staff with the assistance of the recreation committees. It is recommended that a meeting be held with all recreation committees who wish to utilize the summer student grants program. It is the responsibility of each individual recreation committee to determine the number of students required to run their programs, and to communicate this figure to the Township with advanced notice in writing.

The recreation committee requiring summer students will be responsible for the recruitment process. Summer students cannot be formally hired until the Township has secured approval from the annual federal summer student program. It is also the responsibility of recreation committees to ensure that all positions are filled with personnel before the program starts and to set the hourly rate (program covers 50% of the current minimum-wage rate). This information needs to be communicated to the student co-ordinator at the Township in a timely manner.

Once the summer student program is complete, the net amount of each recreation committee wage expense is payable to the Township through accounts receivable.

The Township of North Stormont is responsible for the following:

1. Staffing for the application process (student co-ordinator)
2. Host an informational meeting for interested recreation committees
3. Training for safety related matters in accordance to the grant guidelines
4. Instructions on how to submit payroll information to the Township
5. Offer support for all recreation committees having issues with the student program
6. To supply each recreation an invoice that includes the number of hours each student worked and the amount of funding per student in a timely manner

The Township of North Stormont will not be responsible for the following:

1. Any shortfalls of funding due to a lack of candidates required by individual recreation committees or due to non-qualifying candidates
2. Late payroll timesheet submissions
3. The hourly rate paid by each recreation committee, if above the minimum wage rate
4. Any shortfall of funds due to a student leaving the program for any reason
5. If any criteria of the program is not met for any reason

Schedule "A" to By-Law 73-2020

PARKS AND PLAYGROUNDS

All regular maintenance for parks and playgrounds is the responsibility of each recreation committee and must be recorded daily in a playground inspection book supplied by the Township of North Stormont. Any inquiries regarding training and/or assistance for these inspections can be directed to the Township's playground inspector. All playgrounds must also undergo a yearly comprehensive inspection done by a qualified playground inspector supplied by the Township.

All safety surfaces are the responsibility of the Township at a rate of 100%. Any playground equipment repairs will be at the rate of 50% Recreation and 50% Township. The Township's portion will be up to and allocated based on an equal share of the Township's annual operating playground budget vs. the number of playgrounds.

If the budget allows, a transfer to reserves up to \$10,000 per year will be set aside for future safety surfaces and accessibility requirements. Safety surfaces for any new structures will be covered by the Township, if approved in the current years budget (or a council approved budget amendment). All funding for new structures will be the responsibility of individual recreation committees and must be AODA approved before installation.

The Township and recreation committees must agree before any capital project moves forward. A conflict resolution will be decided through Council if the parties cannot come to an agreement.

Avonmore Community Athletic Association

Per: _____

Berwick Recreation

**Corporation of the
Township of North Stormont**

Per: _____

Per: _____
Mayor

Crysler Recreation

Per: _____

Per: _____
CAO/Clerk

Finch Recreation

Per: _____

Per: _____
Treasurer/Director of Finance

Monkland Recreation

Per: _____

Moose Creek Recreation

Per: _____

**EXEMPTION FROM PART LOT CONTROL BY-LAW
CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY**

BY-LAW NO. 114-2023

"Being a By-law to exempt certain lands from Part Lot Control, in Registered Plan 50M376, on a Street legally named CYPRESS STREET, in the Nation Municipality and in the County of Russell."

WHEREAS pursuant to the written request from BENAM CONSTRUCTION INC., it is expedient to exempt from Part Lot Control certain lands being LOT 18, Registered Plan 50M376;

WHEREAS the Planning Act, R.S.O. 1990, c.P.13, as amended, (the "Planning Act") subsection 50(5) provides that all lands within a plan of subdivision are subject to part lot control;

WHEREAS authority is vested in Council of municipalities by the Planning Act, subsection 50(7) to enact by-laws which provide that subsection 50(5) does not apply to lands that are within a registered plan of subdivision as are designated in the by-law;

AND WHEREAS the Planning Act, subsection 50(7.1) does not come into effect until approved by the United Counties of Prescott and Russell;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1. a) THAT PART OF LOT 18, Registered Plan 50M376, being Part 1 on Reference Plan 50R11537, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "A", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
- b) THAT PART OF LOT 18, Registered Plan 50M376, being Parts 2 and 3 on Reference Plan 50R11537, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "B", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
2. That this By-Law shall come into force upon approval and shall expire on November 27, 2025 unless the Council of the Corporation of the Nation Municipality has provided an extension by amendment to this by-law prior to its expiry.
3. THAT this By-law comes into force and effect when it is approved by the United Counties of Prescott and Russell.
4. THAT this by-law shall not be construed as to permit the further resubdivision or severance of any such parcel.
5. Registration of this by-law in the proper land registry office is authorized and this by-law shall thereupon become effective.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND FINALLY PASSED THIS 27th DAY OF NOVEMBER, 2023.

FRANCIS BRIERE, Mayor

JOSEE BRIZARD, Clerk

Pursuant to the United Counties of Prescott and Russell By-Law 2020-16, this by-law, having met the criteria for Part Lot Control exemption, is hereby APPROVED under Section 50(7) of the Planning Act, R.S.O. 1990, as amended.

United Counties of Prescott and Russell

**EXEMPTION FROM PART LOT CONTROL BY-LAW
CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY
BY-LAW NO. 115-2023**

"Being a By-law to exempt certain lands from Part Lot Control, in Registered Plan 50M316, on a Street legally named HORIZON STREET, in the Nation Municipality and in the County of Russell."

WHEREAS pursuant to the written request from BEEVAR HOMES INC., it is expedient to exempt from Part Lot Control certain lands being LOT 45, Registered Plan 50M316;

WHEREAS the Planning Act, R.S.O. 1990, c.P.13, as amended, (the "Planning Act") subsection 50(5) provides that all lands within a plan of subdivision are subject to part lot control;

WHEREAS authority is vested in Council of municipalities by the Planning Act, subsection 50(7) to enact by-laws which provide that subsection 50(5) does not apply to lands that are within a registered plan of subdivision as are designated in the by-law;

AND WHEREAS the Planning Act, subsection 50(7.1) does not come into effect until approved by the United Counties of Prescott and Russell;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1. a) THAT LOT 45, Registered Plan 50M316, being Parts 1, 2 and 3 on Reference Plan 50R11398, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "A", is hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
- b) THAT LOT 45, Registered Plan 50M316, being Parts 4, 5 and 6 on Reference Plan 50R11398, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "A", is hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
2. a) THAT LOT 45, Registered PLAN 50M 316, being part 1 on Reference Plan 50R11398, in the Nation Municipality, County of Russell, is hereby exempted from Part Lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
- b) THAT LOT 45, Registered PLAN 50M 316, being part 6 on Reference Plan 50R11398, in the Nation Municipality, County of Russell, is hereby exempted from Part Lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
- c) THAT section 2 of this by-law shall be effective only to the extent necessary to permit the creation of reciprocal easements for the shared use and access to a well located on Parts 1 and 6 on Reference Plan 50R11398 servicing both Parcel "A" and Parcel "B".
3. THAT this By-Law shall come into force upon approval and shall expire on November 27th, 2025 unless the Council of the Corporation of the Nation Municipality has provided an extension by amendment to this by-law prior to its expiry.
4. THAT this By-Law shall repeal and replace By-Law No. 20-2023.
5. THAT this By-law comes into force and effect when it is approved by the United Counties of Prescott and Russell.
6. THAT this by-law shall not be construed as to permit the further resubdivision or severance of any such parcel.

7. Registration of this by-law in the proper land registry office is authorized and this by-law shall thereupon become effective.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND FINALLY PASSED THIS 27th DAY OF NOVEMBER, 2023.

FRANCIS BRIERE, Mayor

JOSEE BRIZARD, Clerk

Pursuant to the United Counties of Prescott and Russell By-Law 2020-16, this by-law, having met the criteria for Part Lot Control exemption, is hereby APPROVED under Section 50(7) of the Planning Act, R.S.O. 1990, as amended.

United Counties of Prescott and Russell

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NUMBER 116-2023

A BY-LAW TO AUTHORIZE CERTAIN NEW CAPITAL WORK(S) OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY (THE “MUNICIPALITY”); TO AUTHORIZE THE SUBMISSION OF AN APPLICATION TO ONTARIO INFRASTRUCTURE AND LANDS CORPORATION (“OILC”) FOR FINANCING OF SUCH CAPITAL WORK(S); TO AUTHORIZE TEMPORARY BORROWING FROM OILC TO MEET EXPENDITURES IN CONNECTION WITH SUCH CAPITAL WORK(S); AND TO AUTHORIZE LONG-TERM BORROWING FOR SUCH CAPITAL WORK(S) THROUGH THE ISSUE OF DEBENTURES TO OILC

WHEREAS the *Municipal Act, 2001* (Ontario), as amended, (the “**Act**”) provides that a municipal power shall be exercised by by-law unless the municipality is specifically authorized to do otherwise;

AND WHEREAS it is now deemed to be expedient to authorize for the purposes of the Municipality the new capital work(s) described in column (2) of Schedule “A” (the “**Capital Work(s)**”) attached hereto and forming part of this By-law (“**Schedule “A”**”) in the amount of the respective estimated expenditure set out in column (3) of Schedule “A”, subject in each case to approval by OILC of the financing for such Capital Work(s) that will be requested by the Municipality in the Application as hereinafter defined;

AND WHEREAS in accordance with section 4 of Ontario Regulation 403/02 (the “**Regulation**”), the Council of the Municipality had its Treasurer calculate an updated limit in respect of its most recent annual debt and financial obligation limit received from the Ministry of Municipal Affairs and Housing (as so updated, the “**Updated Limit**”), and, on the basis of the authorized estimated expenditure for the Capital Work or each Capital Work, as the case may be, as set out in column (3) of Schedule “A” (the “**Authorized Expenditure**” for any such Capital Work), the Treasurer calculated the estimated annual amount payable in respect of the Capital Work or each Capital Work, as the case may be, (collectively the “**Estimated Annual Amount Payable**”) and determined that the Estimated Annual Amount Payable does not cause the Municipality to exceed the Updated Limit, and accordingly the approval of the Ontario Land Tribunal pursuant to the Regulation, is not required before any such Capital Work is authorized by the Council of the Municipality;

AND WHEREAS subsection 405(1) of the Act provides, amongst other things, that a municipality may authorize temporary borrowing to meet expenditures made in connection with a work to be financed in whole or in part by the issue of debentures if, the municipality is an upper-tier municipality, a lower-tier municipality in a county or a single-tier municipality and it has approved the issue of debentures for the work;

AND WHEREAS subsection 401(1) of the Act provides that a municipality may incur a debt for municipal purposes, whether by borrowing money or in any other

way, and may issue debentures and prescribed financial instruments and enter prescribed financial agreements for or in relation to the debt;

AND WHEREAS the Act also provides that a municipality shall authorize long-term borrowing by the issue of debentures or through another municipality under section 403 or 404 of the Act;

AND WHEREAS OILC has invited Ontario municipalities desirous of obtaining temporary and long-term debt financing in order to meet capital expenditures incurred on or after the year that is five years prior to the year of an application in connection with eligible capital works to make application to OILC for such financing by completing and submitting an application in the form provided by OILC;

AND WHEREAS the Municipality has completed and submitted or is in the process of submitting an application to OILC, as the case may be, (the "**Application**") to request financing for the Capital Work(s) by way of long-term borrowing through the issue of debentures to OILC and by way of temporary borrowing from OILC pending the issue of such debentures;

AND WHEREAS OILC has accepted and has approved or will notify the Municipality only if it accepts and approves the Application, as the case may be;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1. The Council of the Municipality hereby confirms, ratifies and approves the execution by the Treasurer of the Application and the submission by such authorized official of the Application, duly executed by such authorized official, to OILC for the financing of the Capital Work(s) in the maximum aggregate principal amount of \$10,740,356 substantially in the form of Schedule "B" hereto and forming part of this By-law, with such changes thereon as such authorized official may hereafter approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.
2.
 - (a) The undertaking of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, in the amount of the respective estimated Authorized Expenditure set out in column (3) of Schedule "A" is hereby approved and authorized;
 - (b) any one or more of the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to conclude contracts on behalf of the Municipality for the undertaking of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, in accordance with the Municipality's usual protocol;
 - (c) where applicable, the Engineer of the Municipality will forthwith make such plans, profiles and specifications and furnish such information as in the opinion of the Engineer are necessary for the undertaking of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be; and
 - (d) where applicable, the undertaking of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, shall be carried on and executed under the

superintendence and according to the direction and orders of such Engineer.

3. The Mayor and the Treasurer are hereby authorized to negotiate and enter into, execute and deliver for and on behalf of the Municipality a financing agreement (a “**Financing Agreement**”) with OILC that provides for temporary and long-term borrowing from OILC under the authority of this By-law in respect of the Capital Work(s) on such terms and conditions as such authorized officials may approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.
4. The Mayor and/or the Treasurer are hereby authorized, pending the substantial completion of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, or as otherwise agreed with OILC, to make temporary borrowings pursuant to section 405 of the Act in respect of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, on the terms and conditions provided in the Financing Agreement which Financing Agreement provides that the information contained in the Record, as defined in the Financing Agreement, in respect of such temporary borrowings shall be deemed final, conclusive and binding on the Municipality, and on such other terms and conditions as such authorized officials may agree; and the Treasurer is authorized to sign such certifications as OILC may require in connection with such borrowings in respect of the Capital Work(s); provided that the amount of borrowings allocated to the Capital Work or to each Capital Work, as the case may be, does not exceed the Authorized Expenditure for such Capital Work and does not exceed the related loan amount set out in column (4) of Schedule “A” in respect of such Capital Work.
5. Subject to the terms and conditions of the Financing Agreement and such other terms and conditions as OILC may otherwise require, the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to long-term borrow for the Capital Work(s) and to issue debentures to OILC on the terms and conditions provided in the Financing Agreement and on such other terms and conditions as such authorized officials may agree (the “**Debentures**”); provided that the principal amount of the Debentures issued in respect of the Capital Work or of each Capital Work, as the case may be, does not exceed the Authorized Expenditure for such Capital Work and does not exceed the related loan amount set out in column (4) of Schedule “A” in respect of such Capital Work.
6. In accordance with the provisions of section 25 of the *Ontario Infrastructure and Lands Corporation Act, 2011*, as amended from time to time hereafter, the Municipality is hereby authorized to agree in writing with OILC that the Minister of Finance is entitled, without notice to the Municipality, to deduct from money appropriated by the Legislative Assembly of Ontario for payment to the Municipality, amounts not exceeding the amounts that the Municipality fails to pay to OILC on account of any unpaid indebtedness of the Municipality to OILC under any outstanding temporary borrowing and/or the Debentures, as the case may be (the “**Obligations**”) and to pay such amounts to OILC from the Consolidated Revenue Fund.

7. For the purposes of meeting the Obligations, the Municipality shall provide for raising in each year as part of the general levy, the amounts of principal and interest payable in each year under any outstanding temporary borrowing and/or any Debenture outstanding pursuant to the Financing Agreement, to the extent that the amounts have not been provided for by any other available source including other taxes or fees or charges imposed on persons or property by a by-law of any municipality.

8. (a) The Mayor and the Treasurer are hereby authorized to enter into, execute and deliver the Financing Agreement, and to issue the Debentures, one or more of the Clerk and the Treasurer are hereby authorized to generally do all things and to execute all other documents and papers in the name of the Municipality in order to perform the Obligations of the Municipality under the Financing Agreement, to request and receive any temporary borrowing and to issue the Debentures, and the Treasurer is authorized to affix the Municipality's municipal seal to any such documents and papers.

(b) The money realized in respect of any temporary borrowing for the Capital Work(s) and the Debentures, including any premium, and any earnings derived from the investment of that money, after providing for the expenses related to any such temporary borrowing and to the issue of the Debentures, if any, shall be apportioned and applied to the respective Capital Work and to no other purpose except as permitted by the Act.

9. This By-law takes effect on the day of passings.

ENACTED AND PASSED this 27th day of NOVEMBER, 2023.

Francis Brière
Mayor

Josée Brizard
CAO- Clerk

Schedule "A"
to By-Law Number XX-2023
(New Capital Work(s))

(1) <u>Capital Work Number</u>	(2) <u>Description of Capital Work</u>	(3) <u>Estimated Expenditure</u>	(4) <u>Loan Amount</u>
	Construction of Sewage Pumping Station #11	\$10,740,356	\$10,740,356

Schedule “B”

Please insert the OILC Application into Schedule “B”.

The Nation Municipality/Municipalité de la Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 2023-11-15 To 2023-11-28

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
13979	C	2023-11-28	102	CITE DE CLARENCE-ROCKLAND	\$28,421.79	O
13980	C	2023-11-28	167	FRANCIS CANADA TRUCK CENTRE INC	\$1,858.47	O
13981	C	2023-11-28	212	JP DESIGN	\$495.05	O
13982	C	2023-11-28	281	MCINTOSH PERRY CONSULTING ENG.	\$102.83	O
13983	C	2023-11-28	290	MINISTER OF FINANCE	\$137,537.00	O
13984	C	2023-11-28	299	MUNICIPAL FINANCE OFFICER ASS. OF ONTARIO (MFOA)	\$412.45	O
13985	C	2023-11-28	430	WINDSOR SALT LTD.	\$25,622.18	O
13986	C	2023-11-28	433	THE NATION MUNICIPALITY	\$4,026.59	O
13987	C	2023-11-28	669	BANQUE ALIMENTAIRE C.C.S.	\$600.00	O
13988	C	2023-11-28	780	SAUNDERS BOOK COMPANY	\$199.04	O
13989	C	2023-11-28	939	SSQ INSURANCE COMPANY INC.	\$111.85	O
13990	C	2023-11-28	1052	BABINEAU MICHEL	\$205.77	O
13991	C	2023-11-28	1098	BLAIR ASPHALT PRODUCTS	\$6,109.64	O
13992	C	2023-11-28	1200	LE COIN DU LIVRE	\$609.17	O
13993	C	2023-11-28	1781	PLASTIC WELDING SERVICES	\$146.90	O
13994	C	2023-11-28	2274	JULIE PRUD'HOMME	\$250.00	O
13995	C	2023-11-28	2305	LA CUISINE BENSON	\$113.14	O
13996	C	2023-11-28	2887	BUCCELLA LANDON	\$42.63	O
13997	C	2023-11-28	2888	PROFESSIONAL FIRE PROTECTION	\$21,486.95	O
13998	C	2023-11-28	3060	LA SHOP CO.	\$423.75	O
13999	C	2023-11-28	3127	JEREMY GAUTHIER	\$150.00	O
14000	C	2023-11-28	3163	G. DUPUIS PAVING & INTERLOCK INC.	\$12,746.40	O
14001	C	2023-11-28	3201	MAISON DE LA FAMILLE D'EMBRUN	\$300.00	O
14002	C	2023-11-28	3359	REALTAX INC.	\$6,977.75	O
14003	C	2023-11-28	3362	MAISONNEUVE MICHELE	\$44.95	O
14004	C	2023-11-28	3420	CANADIAN TIRE CASSELMAN #625	\$52.51	O
14005	C	2023-11-28	3437	HUTCHINSON ENVIRONMENTAL SCIENCES LTD	\$1,094.07	O
14006	C	2023-11-28	3443	NORTH GRENVILLE PUBLIC LIBRARY	\$14.99	O
14007	C	2023-11-28	3447	PRODUITS FORESTIERS CLAUDE BARIL	\$43,505.00	O
14008	C	2023-11-28	3448	MICHELLE ROCQUE	\$1,500.00	O
14009	C	2023-11-28	3456	SAGHAR FARNOOSH	\$100.00	O
14010	C	2023-11-28	3457	RACHEL BROWNLEE	\$100.00	O
14011	C	2023-11-28	3458	JEFFREY SHEPHERD	\$100.00	O
65766	E	2023-11-28	11	ABC DISPOSAL	\$613.42	O
65767	E	2023-11-28	15	AFFUTAGE LEROUX H	\$394.01	O

The Nation Municipality/Municipalité de la Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-11-15 To 2023-11-28

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
65768	E	2023-11-28	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$3,288.27	O
65770	E	2023-11-28	37	BEAUDIN JEAN-GUY	\$112.80	O
65771	E	2023-11-28	66	BRENNTAG CANADA INC	\$6,387.28	O
65772	E	2023-11-28	71	BYTOWN LUMBER	\$265.58	O
65773	E	2023-11-28	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$11,380.42	O
65775	E	2023-11-28	77	CANSEL SURVEY EQUIPMENT INC.	\$150.26	O
65776	E	2023-11-28	78	CAPITAL ELEVATOR LTD	\$367.25	O
65777	E	2023-11-28	80	MAXIBURO LTEE	\$248.06	O
65778	E	2023-11-28	84	CARRIERE & POIRIER EQUIPMENT	\$2,121.17	O
65779	E	2023-11-28	110	COLACEM CANADA INC	\$706.52	O
65780	E	2023-11-28	116	UNIAG COOPERATIVE	\$190.72	O
65781	E	2023-11-28	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$2,067.18	O
65782	E	2023-11-28	145	ELECTROTEK INC	\$39,765.41	O
65783	E	2023-11-28	151	AEBI SCHMIDT CANADA INC.	\$68,197.09	O
65784	E	2023-11-28	152	EVANS UTILITY AND MUNICIPAL	\$15,656.54	O
65785	E	2023-11-28	169	LA FROMAGERIE COOPERATIVE ST-ALBERT INC.	\$201.00	O
65786	E	2023-11-28	171	FUTURE OFFICE PRODUCTS	\$154.87	O
65787	E	2023-11-28	174	BERCIER ELECTRIC INC	\$1,459.77	O
65788	E	2023-11-28	175	G.D.S HYDRAULIC INC	\$65.09	O
65789	E	2023-11-28	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$8,209.57	O
65790	E	2023-11-28	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$8,407.20	O
65791	E	2023-11-28	206	JEAN-CLAUDE CAYER ENTREPRISES	\$394.37	O
65792	E	2023-11-28	222	LA COMPAGNIE D'EDITION ANDRE PAQUETTE INC	\$565.00	O
65793	E	2023-11-28	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$9,594.91	O
65794	E	2023-11-28	226	LAFLECHE GUYLAIN	\$16.27	O
65795	E	2023-11-28	237	LAPLANTE CHEVROLET BUICK GMC LIMITED	\$458.35	O
65796	E	2023-11-28	255	LEROUX JEANNE	\$215.14	O
65797	E	2023-11-28	256	LEROUX JOSEE	\$14.97	O
65798	E	2023-11-28	260	LES FINS BECS	\$2,339.10	O
65799	E	2023-11-28	263	LEVAC PAVING & EQUIPMENT	\$6,780.00	O
65800	E	2023-11-28	264	LEVAC PROPANE INC	\$4,923.31	O
65801	E	2023-11-28	304	QUADIENT CANADA LTD.-DPOC	\$1,007.62	O
65802	E	2023-11-28	313	OMERS	\$83,913.80	O
65803	E	2023-11-28	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$1,096.74	O
65804	E	2023-11-28	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$1,893.65	O

The Nation Municipality/Municipalité de la Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-11-15 To 2023-11-28

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
65805	E	2023-11-28	359	PUROLATOR COURRIER LTD	\$120.25	O
65806	E	2023-11-28	400	SOLENO INC	\$8,860.29	O
65807	E	2023-11-28	405	SPROULE POWERLINE	\$10,735.00	O
65808	E	2023-11-28	443	TOWNSHIP OF ALFRED & PLANTAGENET	\$46,550.99	O
65809	E	2023-11-28	444	TRAITEMENT D'EAU DESFORGES	\$21.13	O
65810	E	2023-11-28	450	UNITED COUNTIES OF PRESCOTT &	\$10,175.80	O
65811	E	2023-11-28	458	VIA RAIL CANADA INC	\$1,635.00	O
65812	E	2023-11-28	514	GENDRON RICHARD	\$853.15	O
65813	E	2023-11-28	533	SPUEHLER SHOP	\$258.70	O
65814	E	2023-11-28	539	KEYSTONE BRIDGE MANAGEMENT CORP.	\$7,763.67	O
65815	E	2023-11-28	621	HAMEL YANNICK	\$481.12	O
65816	E	2023-11-28	659	GAGNIER YVES	\$250.00	O
65817	E	2023-11-28	954	CDW CANADA INC.	\$109.58	O
65818	E	2023-11-28	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$3,826.23	O
65819	E	2023-11-28	1095	PASCO EXCAVATION INC.	\$10,989.25	O
65820	E	2023-11-28	1276	CAPITAL CONTROLS	\$43,836.66	O
65821	E	2023-11-28	1280	JOE JOHNSON EQUIPMENT	\$1,973.49	O
65822	E	2023-11-28	1316	BPM PROPERTY MAINTENANCE	\$14,514.90	O
65823	E	2023-11-28	1375	ALIMPLUS INC	\$1,087.22	O
65824	E	2023-11-28	1393	BEACON LITE (OTTAWA) LTD.	\$768.40	O
65825	E	2023-11-28	1394	CLEAN WATER WORKS INC.	\$21,732.28	O
65826	E	2023-11-28	1405	ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC	\$1,631.25	O
65827	E	2023-11-28	1842	SELECTCOM INC	\$13.13	O
65828	E	2023-11-28	1854	MAINVILLE SEBASTIEN	\$12.71	O
65829	E	2023-11-28	2108	TELMATIK	\$437.88	O
65830	E	2023-11-28	2122	GIN-COR INDUSTRIES INC.	\$8,090.90	O
65831	E	2023-11-28	2261	MD AUTO CARE INC	\$3,084.55	O
65832	E	2023-11-28	2407	BOBCAT OF OTTAWA VALLEY	\$38.54	O
65833	E	2023-11-28	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$20,782.35	O
65834	E	2023-11-28	2534	CAROLINE PRÉVOST	\$400.00	O
65835	E	2023-11-28	3002	MCDONALD BROTHERS CONSTRUCTION INC.	\$60,975.81	O
65836	E	2023-11-28	3214	DESCHAMPS, AMELIE	\$173.14	O
65837	E	2023-11-28	3218	AMAZON BUSINESS	\$1,234.91	O
65838	E	2023-11-28	3275	CAYEN, BRANDON	\$167.55	O
65839	E	2023-11-28	3347	CHARBONNEAU PROPERTY MAINTENANCE INC.	\$5,712.15	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-11-15 To 2023-11-28

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
65840	E	2023-11-28	3414	SULZER PUMPS (CANADA) INC.	\$755.47	O
65841	E	2023-11-28	3444	CARRUTHERS JANICE	\$1,000.00	O
65842	E	2023-11-28	3452	PRO PIPE CONSTRUCTION	\$128,856.16	O
BELL CANADA	E	2023-11-28	43	BELL CANADA	\$1,611.65	O
BELL CANADA	E	2023-11-28	46	BELL CANADA	\$3,080.95	O
BELL MOBILITY INC.	E	2023-11-28	47	BELL MOBILITY INC.	\$3,145.82	O
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	E	2023-11-28	3017	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	\$41,977.79	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	2023-11-28	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$101.14	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	2023-11-28	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$238.80	O
IMPERIAL - FIRE #188891	E	2023-11-28	199	IMPERIAL - FIRE #188891	\$320.59	O
IMPERIAL OIL - ROAD- 188890	E	2023-11-28	479	IMPERIAL OIL - ROAD-188890	\$67.64	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	2023-11-28	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$48,738.18	O
SHAW DIRECT	E	2023-11-28	1729	SHAW DIRECT	\$89.24	O
ULTRAMAR- PARKLAND FUEL CORPORATION	E	2023-11-28	3120	ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	\$548.34	O
VISA DESJARDINS	E	2023-11-28	465	VISA DESJARDINS	\$23,144.11	O
WORKPLACE SAFETY & INSURANCE	E	2023-11-28	474	WORKPLACE SAFETY & INSURANCE	\$12,434.05	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	2023-11-28	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$1,125.71	O
					Cleared	\$0.00
					TOTAL:	\$1,135,617.20



Groupe communautaire
St-Albert

le 11 novembre 2023

Demande pour un défilé de Noël à St-Albert

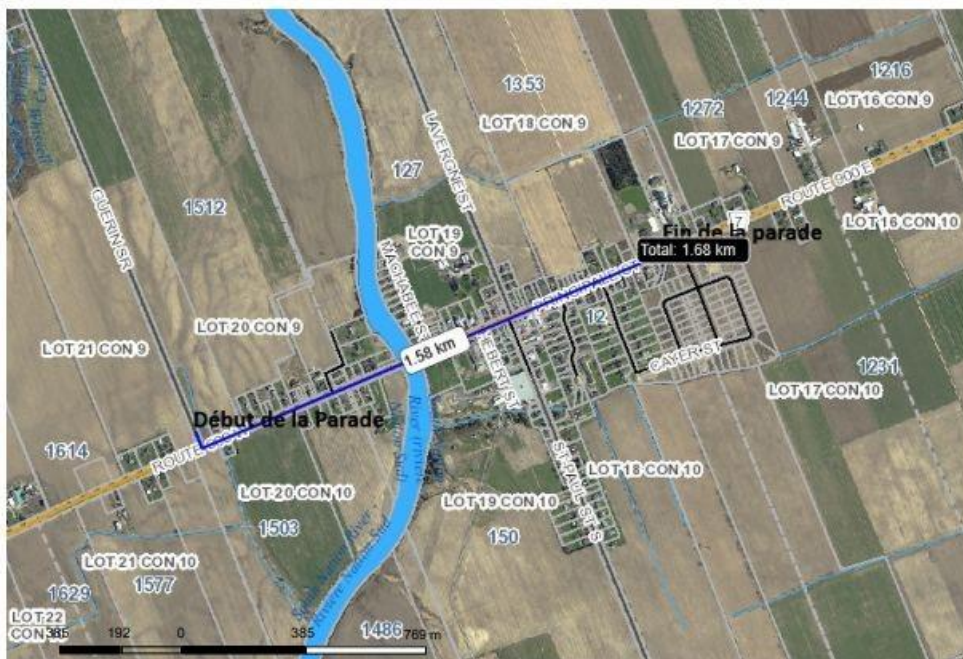
Mesdames, Messieurs,

Cet évènement est organisé par le comité de collecte de fonds du 150^e dans le cadre de son salon de Noël.

Nous aimerions organiser un défilé de Noël le dimanche 10 décembre 2023 à 16h30. Le défilé se terminera au centre communautaire à 18h30. Nous prévoyons un total de 15-20 flottes. Nous travaillons également avec les pompiers en ce qui concerne le contrôle de la circulation routière et la sécurité.

Route: Début Montée Guerin et fin au Centre communautaire

Parade de Noël 2022



Map generated by UCPR A la Carte web mapping application. The United Counties of Prescott and Russell disclaims all responsibility for errors, omissions or inaccuracies in this publication. Do not rely on it as being a precise indicator of routes or location of features. Produced by UCPR under Licence with the OMNR. © Queen's Printer for Ontario, 2018. © 2018 United Counties of Prescott and Russell. All rights reserved.

Prescott
Russell
November 5, 2019

Nous vous remercions pour l'attention que vous portez à notre demande,

Le comité de collecte de fond du 150e

Donation request form

Organization's Name

Association du hockey mineur de St-Isidore

Mailing Address

president@hockeymineurst-isidore.com
20 rue de l'Arena
St-Isidore, Ontario K0C 2B0
Canada
[Map It](#)

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

Hugo Pouliot

Telephone

[REDACTED]

Email

president@hockeymineurst-isidore.com

Section B - Application Summary

Your request is for

- Activities for the year

Amount Requested

\$100

Name of activity or list of activities

Hockey games and practices

Description of activity / activities' summary:

Kids from 4 years old to 17 years old practice and play hockey games from October to March. At least 2 ice-times per week.

Activity Start Date

09/17/2023

Location of activity / activities

St-Isidore Arena

Is admission free?

- No

If yes, what is the admission fee?

From 475\$ to 775\$ per player

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

Social Media

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

Formulaire de demande de don

Nom de l'organisation

École élémentaire catholique Saint-Viateur

Adresse postale

[REDACTED]
[REDACTED]

Canada

[Map It](#)

Téléphone

[REDACTED]

Nom de la personne ressource

Kim Savage

Téléphone

[REDACTED]

Adresse courriel

[REDACTED]

Section B - Sommaire de la demande

Votre demande est pour:

- Activité pour l'année

Montant demandé

peu importe

Nom de l'activité ou liste des activités

Parmi les projets de cette année, le Conseil d'école comprend que l'école aimerait l'aménagement d'une classe nature qui pourra être utilisée par les élèves de l'école au cours des années à venir.

Description de l'activité ou liste des activités

Chers amis de l'école,
Le Conseil d'école de l'École élémentaire catholique Saint-Viateur est un conseil de parents et d'autres membres de la communauté mandaté par la Loi sur l'éducation pour collaborer avec la direction sur des projets qui touchent la vie scolaire des élèves de la communauté.
Parmi les projets de cette année, le Conseil d'école comprend que l'école aimerait l'aménagement d'une classe nature qui pourra être utilisée par les élèves de l'école au cours des années à venir.
Le Conseil d'école sollicite donc votre appui financier afin que ce projet, qui lui tient particulièrement à cœur, devienne réalité. Si vous acceptez de nous appuyer, prière de libeller votre chèque à ÉEC Saint-Viateur.
Le Conseil vous remercie de l'intérêt que vous porterez à sa demande et vous prie d'agréer l'expression de ses sincères salutations.

Merci de votre collaboration!

Date de début de l'activité

11/20/2023

Endroit(s) de l'activité / des activités

terrain de l'école

Est-ce que vous chargez un frais d'admission?

- Non

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue

Réseaux sociaux
Lettre de remerciement

Si la somme demandée est plus de 1 000 \$, veuillez décrire comment les fonds seront utilisés pour votre événement ou vos événements. Il est possible que le Conseil vous demande de remettre un rapport financier.

aménagement d'une classe extérieure

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation

Oui

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2023-11-22

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
The Palace Long Term Care	Alexandria	Entérique	Inconnu	2023-11-22		2023-11-22
Chartwell Chateau Cornwall	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-11-21		2023-11-21
St Joseph Continuing Care Centre	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-11-20		2023-11-20
Glen Stor Dun Lodge	Cornwall	Respiratoire	Rhinovirus	2023-11-20		2023-11-20
Heartwood LTC	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-11-17		2023-11-17
Heritage Suites	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-11-16		2023-11-16
Garden Villa Retirement Home	Chesterville	Respiratoire	COVID-19	2023-11-14		2023-11-14
lakhihsotha Lodge	Akwesasne	Respiratoire	COVID-19	2023-11-14		2023-11-14
Pinecrest Nursing Home	Plantagenet	Respiratoire	COVID-19	2023-11-14		2023-11-14
Cornwall Community Hospital - 1700 POD	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-11-13	2023-11-20	2023-11-20
Lancaster Long Term Care	Lancaster	Respiratoire	COVID-19	2023-11-13		2023-11-14
Glen Stor Dun Lodge	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-11-13		2023-11-13
Sunset Cove Retirement Home	Long Sault	Respiratoire	COVID-19	2023-11-13		2023-11-13
Heritage Heights	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-11-10	2023-11-16	2023-11-16
Heritage Heights	Cornwall	Respiratoire	Influenza A	2023-11-10		2023-11-10
Community Living Glengarry - Roy Crescent Residence	Green Valley	Respiratoire	COVID-19	2023-11-09		2023-11-09
Woodland Villa	Long Sault	Respiratoire	COVID-19	2023-11-09		2023-11-09
Maxville Manor	Maxville	Respiratoire	COVID-19	2023-11-09		2023-11-09
Southbridge Cornwall	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-11-08	2023-11-20	2023-11-20
Rockland Manor	Rockland	Respiratoire	Rhinovirus	2023-11-08	2023-11-10	2023-11-10
Community Living Stormont – 901 Lasalle Road	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-11-08	2023-11-20	2023-11-20
Valoris 143 Laurier	Casselman	Respiratoire	COVID-19	2023-11-08	2023-11-13	2023-11-14
Valoris Domaine Larose	Casselman	Respiratoire	COVID-19	2023-11-06		2023-11-06
Tsionkwanonhso:te LTC	Akwesasne	Respiratoire	COVID-19	2023-11-06		2023-11-06
Residence Aquatria	Casselman	Respiratoire	COVID-19	2023-11-06	2023-11-20	2023-11-20
Riverdale Terrace Waterfront Retirement Residence	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-11-06		2023-11-06
Sandfield Place LTC	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-11-02	2023-11-13	2023-11-13
Manoir McGill 1	Hawkesbury	Respiratoire	COVID-19	2023-11-02		2023-11-02
Sandfield Place Retirement Home	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-11-01	2023-11-17	2023-11-17
Heritage Heights	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-11-01		2023-11-01
Riverfront Retirement Centre	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-10-30	2023-11-10	2023-11-10
Rockland Manor	Rockland	Respiratoire	COVID-19	2023-10-16	2023-11-09	2023-11-09

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Chartwell McConnell	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-10-16	2023-11-17	2023-11-17

Définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement

Depuis mai 2023, la définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents/patients, reliés par un lien épidémiologique (ex. un même étage ou unité), chacun ayant un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif dans une période de 7 jours où il est raisonnable de croire que l'infection s'est développée dans le milieu.

Activité grippale dans la région

Il y a des cas sporadiques d'influenza A signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)





November 9, 2023

In This Issue

- AMO survey - Mapping Diverse Experiences Running for Municipal Office.
- Complete and share our Municipal Employee Survey.
- AMO 2024 Youth Fellowship applications now welcome!
- Community Emergency Preparedness Grant.
- Pilot vehicle questionnaire now open.
- Volunteer firefighter recruitment and retention.
- Ministry finds six species at risk of endangerment.
- ROMA Conference: *Closer to Home* - Request for delegation meetings.
- ROMA Conference: Exhibitor & sponsorship opportunities going fast.
- Important new training: Understanding Competing Human Rights, Dec. 12.
- New training: Navigating Conflict as an Elected Official 2.0 - Complex Situations.
- Indigenous Community Awareness Training - New dates.
- 4S Webinar: Double WSIB rebates for Municipal Health & Safety Programs.
- Blog: LAS Natural Gas Program price change notice.
- Plan now for a 2024 road/sidewalk assessment.
- Webinar: LED Lighting Success Stories.
- SaveOnEnergy Energy Management and Efficient Electrification webinars.
- Canoe Fall webinar series: Registration open!
- Fleming College seeking municipal partnership projects.
- Careers: AMO/LAS, Durham, Asphodel-Norwood, Rainy River DSSAB, Hamilton.

AMO Matters

Have you run for municipal office, or considered running for municipal office in Ontario? If so, we would love to hear from you! [By filling out this short survey](#), you will help AMO improve our understanding of diverse candidates running for office in Ontario, informing how we create new programs, resources, and advocacy strategies.

AMO is conducting a survey of Ontario municipal employees to learn about their work experience. [Click here](#) for the survey link and resources to share with your colleagues and staff.

Encourage postsecondary students in your orbit who are interested in local government, policy development, good governance, and healthy democracy to apply to be one of three [2024 AMO Youth Fellows](#). Fellows are mentored, participate in AMO Board and Taskforce meetings, and engage in AMO's Healthy Democracy Project. [Applications](#) are due **on or before November 13 at 10 p.m.**

Provincial Matters

Ontario has announced \$5 million through an application-based program to help increase emergency preparedness. Municipalities under 100,000 are eligible to apply. [Applications are due November 30.](#)

Is your jurisdiction participating in a pilot vehicle program for e-scooters, cargo e-bikes, large quadricycles, electric low-speed vehicles, or golf carts? If so, the Ministry of Transportation needs your input!

The Ontario Fire Marshal is conducting an online survey for volunteer firefighters and fire chiefs to inform their understanding on recruiting and retaining volunteer firefighters.

On October 25, the province posted policy on actions to protect and recover six species at risk in Ontario: Fawnsfoot, Lilliput, Threehorn Wartyback, Shagreen, Toothed Globe and White-rimmed Shingle Lichen.

Eye on Events

ROMA is pleased to share that the opportunity to submit your delegation requests for the 2024 ROMA Annual Conference is now open. Registered municipal officials can submit meeting requests with Provincial Ministers and their staff on local matters. To submit your delegation requests click here.

Don't be disappointed! Book your trade show booth today to ensure your participation in the 2024 ROMA Conference. Limited spaces available. Download the exhibitor package or sponsorship package today.

AMO and Hicks Morley have developed training to support municipal elected officials and council in understanding their obligations related to human rights and understanding how to manage seemingly competing human rights. You can register for this important training here.

Building on AMO's in demand training, *Navigating Conflict Relationships as an Elected Official, Advanced Strategies for Elected Officials to Master Conflict Relationships* (NCR 2.0), will take you to the next level of negotiating one of the more difficult aspects of local leadership: relationships. If you completed NCR 1.0 and are ready for the next steps in advancing your management of conflict relationships, this workshop is for you, this training is for you. Mark March 20 - 21, 2024 in your calendar and watch here for registration details.

OFIFC and AMO are offering training to build indigenous cultural competency in municipal government. Through a self-paced learning module and live virtual component, this training will provide knowledge and tools to utilize in moving improved and stronger Indigenous-municipal relations forward in Ontario. Register today for this sell out training opportunity.

AMO's Health and Safety Program Management partner, 4S Consulting, is hosting a webinar on November 14 at 8:30am ET on the double rebate offering from WSIB for municipal health and safety programs. Register and learn more on how to create sustainable health and safety programs.

LAS

The LAS Natural Gas Procurement Program has secured prices for the new term that are lower than current utility rates. Contact us if you would like a report comparing your rates to our hedged price.

The LAS Road & Sidewalk Assessment service is a great tool for managing some of your most important assets. Better data and the tools for planning will save you money and improve service levels. Contact Tanner for a quote to include in your 2024

budget.

Want to find out how to save time and money with your LED lighting upgrade? Join our webinar on **November 22 at 10:00am** where West Lincoln and Georgina Township will share their success stories from using the [LAS Facility Lighting Service](#). Don't wait - [register today](#).

Our fall webinar series showcasing [Canoe Procurement Group](#) technologies is on now until December 7. Join us for educational webinars covering a range of topics from electric vehicles and charging systems to drones. [Check out our Events page](#) for all the registration details.

SaveOnEnergy is offering free training webinars for municipal energy/facility managers and directors. Learn how to integrate energy management principles, identify savings, and reduce cost in your municipal facilities. [Register today](#).

Municipal Wire*

[Fleming College](#) is seeking municipal environmental land-use planning and management projects to be implemented by students in the [Environmental Land Management](#) program. Contact [Emily Markovic](#) to discuss partnership opportunities.

Careers

[Business Development Manager - LAS | AMO Business Services](#). Apply to hr@amo.on.ca by November 22.

[Senior Economist - Region of Durham](#). [Apply online](#) by November 26.

[Chief Administrative Officer/Clerk - Township of Asphodel-Norwood](#). Apply to recruitment@antownship.ca by November 17.

[Municipal Treasurer - Township of Asphodel-Norwood](#). Apply to recruitment@antownship.ca by November 27.

[Chief Administrative Officer - Rainy River District Social Services Administration Board](#). Apply to jocelyn.nielson@rrdssab.ca by December 6.

[Director, Indigenous Relations - City of Hamilton](#). [Apply online](#) by November 22.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





November 16, 2023

In This Issue

- Complete and share our Municipal Employee Survey.
- Community Emergency Preparedness Grant.
- Pilot vehicle questionnaire now open.
- ChargeON funding webinars.
- Volunteer firefighter recruitment and retention.
- ROMA Conference: Delegation requests deadline is November 20, 4pm.
- ROMA Conference: Exhibitor & sponsorship opportunities are going fast.
- Important new training: Understanding Competing Human Rights, Dec. 12.
- Elevate your skills: Navigating Conflict as an Elected Official 2.0 Complex Situations.
- Indigenous Community Awareness Training - new dates.
- ONE Investment webinar: Equity Investing.
- LAS webinar: LED Lighting Success Stories.
- ClearRisk risk management webinar for AMO members.
- SaveOnEnergy Energy Management and Efficient Electrification webinars.
- Canoe Fall webinars: Navistar, Uncrewed vehicles.
- Upcoming event by CAMH's Provincial System Support Program.
- Funded assistance for accessibility and disability management.
- Enbridge Gas' Integrated Resource Planning regional webinars.
- Fleming College seeking municipal partnership projects.
- Careers: AMO/LAS, Toronto, MoECP, Peterborough and ORFA.

AMO Matters

AMO is conducting a survey of Ontario municipal employees to learn about their work experience. [Click here](#) for the survey link and resources to share with your colleagues and staff.

Provincial Matters

Ontario has announced \$5 million through an application-based program to help increase emergency preparedness. Municipalities under 100,000 are eligible to apply. [Applications are due November 30.](#)

Is your jurisdiction participating in a pilot vehicle program for e-scooters, cargo e-bikes, large quadricycles, electric low-speed vehicles, or golf carts? If so, the Ministry of Transportation [needs your input!](#)

The [ChargeON Program](#) will provide up to 75% provincial funding for municipalities to install Electric Vehicle charging stations. Join webinars hosted by Canoe Procurement Group partner Flo on [November 29](#) and the Ministry of Transportation on [November 30](#) to learn more.

The Ontario Fire Marshal is conducting an [online survey](#) for volunteer firefighters and fire chiefs to inform their understanding on recruiting and retaining volunteer firefighters.

Education Opportunities

Submit your ROMA delegation requests by **November 20, 4pm**. Municipal officials registered for the 2024 ROMA Conference can submit meeting requests with Provincial Ministers and their staff on local matters. To submit your delegation requests [click here](#).

Don't be disappointed! Book your trade show booth today to ensure your participation in the 2024 ROMA Conference. Limited spaces available. Download the [exhibitor package](#) or [sponsorship package](#) today.

AMO and Hicks Morley have developed training to support municipal elected officials and council in understanding their obligations related to human rights and understanding how to manage seemingly competing human rights. You can register for this important training [here](#).

Building on AMO's in demand training, *Navigating Conflict Relationships as an Elected Official, Advanced Strategies for Elected Officials to Master Conflict Relationships* (NCR 2.0), will take you to the next level of negotiating one of the more difficult aspects of local leadership: relationships. If you completed NCR 1.0 and are ready for the next steps in advancing your management of conflict relationships, this workshop is for you, this training is for you. Mark March 20 - 21, 2024 in your calendar and [watch here](#) for registration details.

OFIFC and AMO are offering training to build indigenous cultural competency in

municipal government. Through a self-paced learning module and live virtual component, this training will provide knowledge and tools to utilize in moving improved and stronger Indigenous-municipal relations forward in Ontario. [Register today](#) for this sell out training opportunity.

ONE

It's municipal budget time and many of you focused on your 2024 finances, and making every dollar count is important. Over the long term, the growth from equity investments can help fund capital projects and municipal needs. [Register for the November 30 webinar](#) to learn more.

LAS

LAS' turn-key Facility Lighting Service has been helping municipalities upgrade to LED lights for several years. Join our webinar on **November 22 at 10:00am** to hear West Lincoln and Georgina Township share their experience with this cutting edge program. Don't wait - [register today](#).

[Join us November 30](#) for a ClearRisk webinar to review their comprehensive risk management information system to streamline management and analysis of claims, incidents, policies, exposures, assets and more.

The [LAS/Canoe Procurement Group](#) Fall webinar series is coming to a close! Join us on November 23 for a presentation by Navistar on their plans for a sustainable transportation future - [register here](#). On December 7 we'll hear from Aerospace and Deep Trekker, two new vendors in the Uncrewed Vehicles category - [register here](#).

SaveOnEnergy is offering free training webinars for municipal energy/facility managers and directors. Learn how to integrate energy management principles, identify savings, and reduce cost in your municipal facilities. [Register today](#).

Municipal Wire*

A naturally occurring retirement community (NORC) is a regular residential building that has become home to a high density of older adults. Could NORCs help older adults age in place? In this [webinar](#), November 28, 12:00 – 1:00 p.m. EST you will learn why they matter. This webinar will be of interest to policymakers, administrators and clinicians who provide care to older adults in health care or social service settings in Ontario.

Limited spots remain available for a free and confidential Workplace Disability Management Assessment. For details and an application form, visit the National Institute of Disability Management and Research [website](#).

[Sign up](#) for Enbridge Gas' Integrated Resource Planning Fall webinars to learn more about the IRP process, system needs, and potential projects that have been identified in your region.

[Fleming College](#) is seeking municipal environmental land-use planning and management projects to be implemented by students in the [Environmental Land Management](#) program. Contact [Emily Markovic](#) to discuss partnership opportunities.

Careers

[Business Development Manager - LAS | AMO Business Services](#). Apply to hr@amo.on.ca by November 22.

[Project Director, Business Transformation - City of Toronto](#). [Apply online](#) by November 28.

[Director, Species at Risk Branch - Ministry of the Environment, Conservation and Parks](#). [Apply online](#) by November 27.

[Program Manager, Facilities Preventive Maintenance - City of Peterborough](#). Apply to recruiting@peterborough.ca by November 20.

[Information and Skills Development Coordinator - Ontario Recreation Facilities Association](#). [Apply online](#) by December 15.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





**BONFIELD TOWNSHIP
OFFICE OF THE DEPUTY CLERK**

365 HIGHWAY 531
BONFIELD ON P0H 1E0

Telephone: 705-776-2641 Fax: 705-776-1154

Website: <http://www.bonfieldtownship.com>

Email: deputyclerk@bonfieldtownship.com

RESOLUTION OF COUNCIL

November 14th, 2023

No. 14

Moved by Councillor Featherstone

Seconded by Councillor Clark

WHEREAS the care, support, and happiness of older adults in Bonfield is a priority for Council;

WHEREAS older adults deserve dignity in care and should have the right to live with their partner as they age; WHEREAS within the Province of Ontario, couples do not have the right to be accommodated together when entering long term care facilities;

WHEREAS the separation of spouses upon entering long term care facilities is a common occurrence across Ontario; WHEREAS Bill 21, Fixing Long-Term Care Amendment Act (Till death do us part) was first introduced in the provincial legislature in 2019 and was reintroduced in 2022; WHEREAS Bill 21 amends the Residents' Bill of Rights set out in section 3 of Fixing Long-Term Care Act, 2021 by adding the right of residents not to be separated from their spouse upon admission and to have accommodation made available for both spouses so they may continue to live together; WHEREAS Bill 21 passed its second reading in the provincial legislature on November 15, 2022 and was subsequently ordered referred to the Standing Committee on Social Policy and has since yet to be called to the Standing Committee; WHEREAS the Conservative Provincial Government may bring forward a new Bill that in principle supports the intent of Bill 21 to fix the Long-Term Care Amendment Act; BE IT RESOLVED THAT the Township of Bonfield supports any future Bill to fix the Long-Term Care Amendment Act; AND THAT the Township of Bonfield requests the provincial legislature to enact any current and future proposed Bills to fix the Long-Term Care Amendment Act; AND FURTHER THAT a copy of this resolution be sent to The Honourable Premier of Ontario, Nipissing District MPP Vic Fedeli and all Ontario Municipalities.

Carried Jason Corbett

DIVISION VOTE

FOR
Donna Clark _____
Jason Corbett _____
Steve Featherstone _____
Dan MacInnis _____
Narry Paquette _____

AGAINST

Declaration of Pecuniary Interest/Conflict of Interest

Declared interest, abstained from discussion, and did not vote on the question.

CERTIFIED to be a true copy of Resolution No. 14 of the Township of Bonfield's Regular Council Meeting of November 14th, 2023, and which Resolution is in full force and effect.

Andrée Gagné
Deputy Clerk-Treasurer



**BONFIELD TOWNSHIP
OFFICE OF THE DEPUTY CLERK**

365 HIGHWAY 531
BONFIELD ON P0H 1E0

Telephone: 705-776-2641 Fax: 705-776-1154

Website: <http://www.bonfieldtownship.com>

Email: deputyclerk@bonfieldtownship.com

RESOLUTION OF COUNCIL

November 14th, 2023

No. 16

Moved by Councillor Featherstone

Seconded by Councillor Clark

BE IT RESOLVED THAT Council for the Township of Bonfield hereby supports the Resolution passed by the Municipality of Grey Highlands on June 21, 2023 requiring all stop arm cameras on to be installed and paid for by the Province on all school buses for the start of the 2023-2024 school year; AND BE IT FURTHER RESOLVED THAT a copy of this Resolution be forwarded to Premier Doug Ford; Attorney General Doug Downey; the Ministry of Education; the local Member of Provincial Parliament, MPP Vic Fedeli; the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario Municipalities.

Carried Jason Corbett

DIVISION VOTE

FOR
Donna Clark _____
Jason Corbett _____
Steve Featherstone _____
Dan MacInnis _____
Narry Paquette _____

AGAINST

Declaration of Pecuniary Interest/Conflict of Interest

Declared interest, abstained from discussion, and did not vote on the question.

CERTIFIED to be a true copy of Resolution No. 16 of the Township of Bonfield's Regular Council Meeting of November 14th, 2023, and which Resolution is in full force and effect.

Andrée Gagné
Deputy Clerk-Treasurer



**BONFIELD TOWNSHIP
OFFICE OF THE DEPUTY CLERK**

365 HIGHWAY 531

BONFIELD ON P0H 1E0

Telephone: 705-776-2641 Fax: 705-776-1154

Website: <http://www.bonfieldtownship.com>

Email: deputyclerk@bonfieldtownship.com

RESOLUTION OF COUNCIL

November 14th, 2023

No. 17

Moved by Councillor Clark

Seconded by Councillor Featherstone

BE IT RESOLVED THAT Council for the Township of Bonfield supports the Municipality of Bluewater in urging Minister Thompson to address the issues of childcare availability in our province and to improve childcare availability; AND THAT a copy of this resolution be sent to the Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, Honourable Michael Parsa, Minister of Children, Community and Social Services, the local Member of Provincial Parliament, MPP Vic Fedeli and all Ontario Municipalities.

Carried Jason Corbett

DIVISION VOTE

FOR	
Donna Clark	_____
Jason Corbett	_____
Steve Featherstone	_____
Dan MacInnis	_____
Narry Paquette	_____

AGAINST	

Declaration of Pecuniary Interest/Conflict of Interest

Declared interest, abstained from discussion, and did not vote on the question.

CERTIFIED to be a true copy of Resolution No. 17 of the Township of Bonfield's Regular Council Meeting of November 14th, 2023, and which Resolution is in full force and effect.

Andrée Gagné
Deputy Clerk-Treasurer



**BONFIELD TOWNSHIP
OFFICE OF THE DEPUTY CLERK**

365 HIGHWAY 531

BONFIELD ON P0H 1E0

Telephone: 705-776-2641 Fax: 705-776-1154

Website: <http://www.bonfieldtownship.com>

Email: deputyclerk@bonfieldtownship.com

RESOLUTION OF COUNCIL

November 14th, 2023

No. 15

Moved by Councillor Clark

Seconded by Councillor Featherstone

WHEREAS Canada has 90,000 volunteer firefighters who provide fire and all hazard emergency services to their communities; in addition, approximately 8,000 essential search and rescue volunteers respond to thousands of incidents every year; and WHEREAS many of these individuals receive some form of pay on call, an honorarium, or are given some funding to cover expenses, but they do not draw a living wage from firefighting; and; WHEREAS without volunteer firefighters and search and rescue volunteers, thousands of communities in Canada would have no fire and emergency response coverage; and; WHEREAS in 2013, the federal government initiated a tax credit recognizing these individuals, and calling on the federal government to increase this tax credit from \$3,000 to \$10,000; and; WHEREAS volunteer firefighters account for 71 % of Canada's total firefighting essential first responders;

- The tax code of Canada currently allows volunteer firefighters and search and rescue volunteers to claim a \$3,000 tax credit if 200 hours of volunteer services were completed in a calendar year;
- This works out to a mere \$450 per year, which we allow these essential volunteers to keep of their own income from their regular jobs, \$2.25 an hour;
- If they volunteer more than 200 hours, which many do, this tax credit becomes even less;
- These essential volunteers not only put their lives on the line and give their time, training and efforts to Canadians, but they also allow cities and municipalities to keep property taxes lower than if paid services were required;
- It would also help retain these volunteers in a time when volunteerism is decreasing.

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of the Township of Bonfield call upon the Government of Canada to support Bill C-310 and enact amendments to subsections 118.06 (2) and 118.07 (2) of the Income Tax Act in order to increase the amount of the tax credits for volunteer firefighting and search and rescue volunteer services from \$3,000 to \$10,000; and FURTHERMORE THAT a copy of the resolution be shared with the Association of Fire Chiefs of Ontario, Nipissing Mutual Aid Association, Association of Municipalities of Ontario and all Ontario municipalities.

Carried Jason Corbett

CERTIFIED to be a true copy of Resolution No. 15 of the Township of Bonfield's Regular Council Meeting of November 14th, 2023, and which Resolution is in full force and effect.

Andrée Gagné
Deputy Clerk-Treasurer



**BONFIELD TOWNSHIP
OFFICE OF THE DEPUTY CLERK**

365 HIGHWAY 531
BONFIELD ON P0H 1E0

Telephone: 705-776-2641 Fax: 705-776-1154

Website: <http://www.bonfieldtownship.com>

Email: deputyclerk@bonfieldtownship.com

RESOLUTION OF COUNCIL
November 14th, 2023

No. 18

Moved by Councillor Featherstone

Seconded by Councillor Clark

THAT the Township of Bonfield supports the Township of the Archipelago's resolution passed at their October 13, 2023 Council meeting calling upon the Province to include cigarette manufacturers within the scope of producer responsibility regulations and programs; AND THAT a copy of this resolution be sent to the Honourable Doug Ford Premier of Ontario, the Honourable Andrea Khanjin Minister of the Environment, Conservations and Parks, relevant Members of Provincial Parliament (MPPs), Leader of the Opposition parties, All Municipalities in Ontario, Pollution Probe, urging their support and action in this matter.

Carried Jason Corbett

DIVISION VOTE

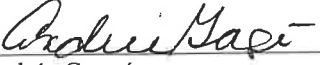
FOR
Donna Clark _____
Jason Corbett _____
Steve Featherstone _____
Dan MacInnis _____
Narry Paquette _____

AGAINST

Declaration of Pecuniary Interest/Conflict of Interest

Declared interest, abstained from discussion, and did not vote on the question.

CERTIFIED to be a true copy of Resolution No. 18 of the Township of Bonfield's Regular Council Meeting of November 14th, 2023, and which Resolution is in full force and effect.


Andrée Gagné
Deputy Clerk-Treasurer

Ministry of the Solicitor General

Strategic Policy Division
Office of the Assistant Deputy Minister

25 Grosvenor Street, 9th Floor
Toronto ON M7A 1Y6
Tel: 416 212-4221

Ministère du Solliciteur général

Division des politiques stratégiques
Bureau du sous-ministre adjoint

25, rue Grosvenor, 9^e étage
Toronto ON M7A 1Y6
Tél. : 416 212-4221



Dan Faughan
CAO
Russell Township
DanFaughnan@russell.ca

July 19, 2023

Greetings Dan Faughan,

Thank you for submitting your proposal for the Ontario Provincial Police (OPP) detachment board framework. Your patience has been greatly appreciated while all proposals went through a thorough review process.

At this time, I am pleased to confirm that the Russel County OPP detachment board proposal has been approved by the Solicitor General to the next step in finalizing the board compositions, which is posting the composition on the Ontario Regulatory Registry (ORR). The ministry is currently working on drafting the regulation, which is expected to be available on the Ontario Regulatory Registry (ORR) for public comment in the summer or fall. Posting of the regulation is one of the last steps before the regulation can be finalized in advance of bringing the *Community Safety and Policing Act, 2019* (CSPA) into force in early 2024.

The following board composition(s) have been approved for posting.

Board	Communities Serviced	Council Seats	Community Representative Seat(s)	Provincial Appointment Seat(s)	Total Seat(s)
1	Casselman Village, City of Clarence-Rockland, Russell Township, Municipality of The Nation	4	3	2	9

On behalf of the Ministry of the Solicitor General, I would like to express my appreciation to all the communities involved in the proposal development process. I acknowledge and value the significant efforts undertaken to create a proposal for a detachment board that addresses the unique needs of each community that receives OPP policing services in your detachment. As the proposal lead, I kindly request that you disseminate this correspondence to all communities serviced by the proposed detachment board.

The ministry is planning to share more guidance as soon as possible on next steps, with the understanding that municipalities and First Nations require time to plan for the implementation of OPP detachment boards before the CSPA comes into force.

If you have any questions or concerns in the meantime, please contact Devendra Sukhdeo, Senior Policy Advisor, Public Safety and Policing Policy Unit (PSPPU), Strategic Policy Division, at Devendra.Sukhdeo@ontario.ca.

Sincerely,

Sarah Caldwell
Assistant Deputy Minister, Strategic Policy Division
Ministry of the Solicitor General



Appel aux entreprises

Calling all Businesses

Il est temps de vous inscrire à la parade de Noël de
St-Albert

It is now time to sign up to participate to the St-Albert
Christmas Parade

Dimanche, le 10 décembre 2023
Sunday, December 10th, 2023

dès 16h30 - at 4:30 p.m.

Gratuit - Free

Au Centre communautaire St-Albert
At the St-Albert Community Center



Pour vous inscrire, contactez :
To sign up, please contact:
Paul DesRosiers 613 293-2741